

# **GROUPE DE LA BANQUE AFRICAINE DE DEVELOPPEMENT**



## **LIGNES DIRECTRICES DU SYSTEME DE SAUVEGARDES INTEGRE**

**Volume 1 : Conseils Généraux pour la mise en œuvre de la  
Sauvegarde Opérationnelle 1**

**ABIDJAN, FÉVRIER 2015**

**Département Assurance Qualité et Résultats (ORQR)**  
*Division de la Conformité et des Sauvegardes (ORQR.3)*

## Résumé exécutif

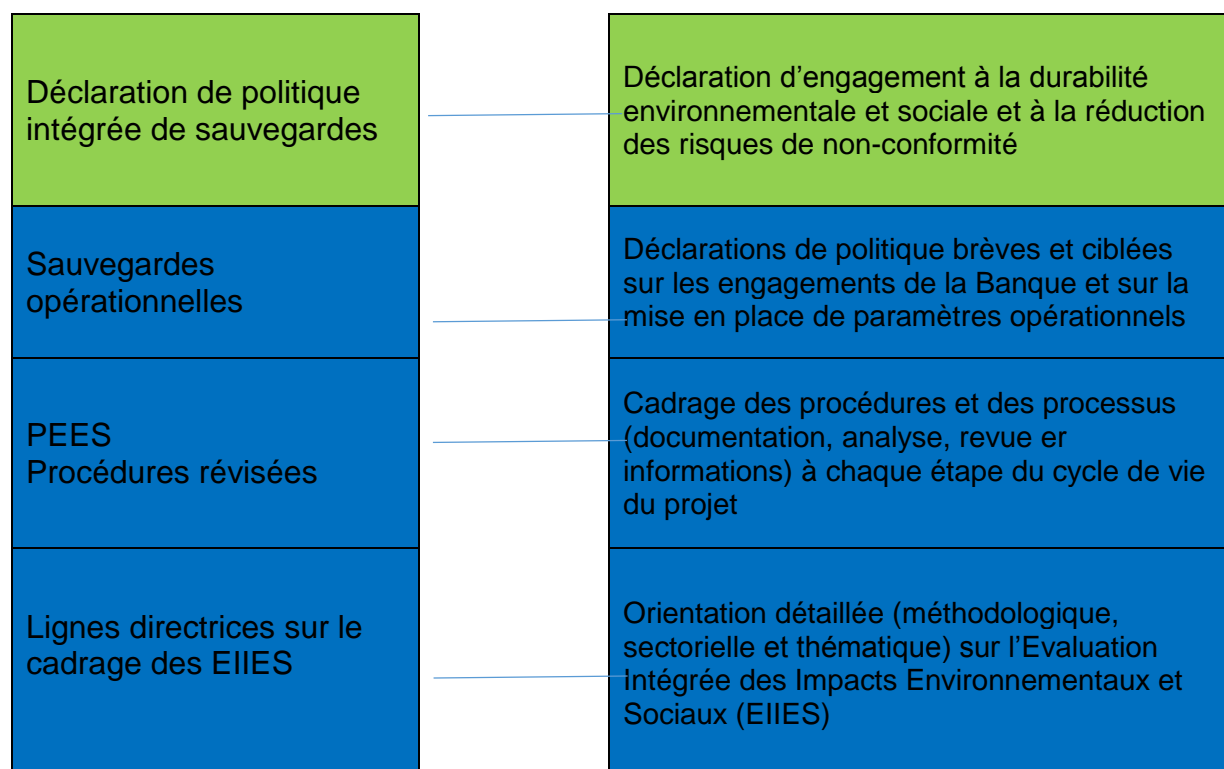
### Contexte et processus

La Banque africaine de développement (la Banque) est en train d'introduire le Système de Sauvegardes Intégré (SSI) pour mettre à jour et articuler plus clairement ses sauvegardes sociales et environnementales de soutien à l'inclusion et la croissance durable dans la région. Le SSI se compose de quatre éléments inter reliés (Figure 1) :

- Une déclaration de politique de sauvegardes intégrée statuant l'engagement de la Banque pour la durabilité sociale et environnementale et la gestion des risques associés à la non-conformité avec les politiques et les procédures de la Banque ;
- Des mesures de Sauvegardes Opérationnelles (SO), qui sont un ensemble de déclarations de politique, brèves et ciblées, qui fixent clairement les exigences opérationnelles auxquelles les opérations financées par la Banque doivent se conformer ;
- Un ensemble révisé de Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES), qui fournissent des informations sur les procédures spécifiques que la Banque et ses emprunteurs ou clients, doivent suivre pour s'assurer que les opérations bancaires respectent les exigences des SO, à chaque étape du cycle de projet de la Banque.
- Des lignes directrices sur l'Évaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES), qui fournissent des conseils techniques pour la Banque et ses emprunteurs ou clients, sur les instruments de sauvegardes, d'approches méthodologiques et des sujets spécifiques ou des types de projets pertinents par rapport aux SO.

Les deux premières composantes du SSI ont été approuvées par le Conseil en décembre 2013 et sont devenues opérationnelles en juillet 2014. Les 2 derniers éléments ont été adoptés par OpsCom en octobre 2014.

**FIGURE 1 : Structure du Système Intégré de Sauvegardes**



Le développement des PEES et des lignes directrices des EIIES a bénéficié de larges consultations à l'échelle de la Banque sur le SSI, et reflète les conseils fournis au cours de ces consultations. Des sessions de formation ont été menées au niveau central sur les documents, pour les chargés de programmes et les experts en sauvegardes environnementales et sociales. Trois séances de formation régionales ont également eu lieu à Dakar pour le personnel de l'Afrique de l'Ouest, du Centre et du Nord, à Nairobi pour l'Afrique orientale et à Pretoria pour l'Afrique australe. Les feedbacks de ces séances de formation ont également été incorporés dans le développement de ces procédures et lignes directrices. Les principales révisions appliquées dans les PEES sont résumées ci-dessous :

### **Révisions des Procédures clé d'Evaluation Environnementale et Sociale (PEES)**

#### **Revisions**

#### **Brève description de la révision**

Élargir la portée des PEES pour couvrir les projets du secteur privé.

- La version révisée PEES couvre non seulement le public mais aussi les opérations de prêt de la banque au secteur privé.

Introduction de la Traçabilité des Sauvegardes Intégrée (TSI).

- La version révisée contient une TSI des PEES. La TSI a pour fonction essentielle de faciliter la vérification de la conformité du projet avec les exigences énoncées dans les sauvegardes opérationnelles (SO), au cours du cycle de projet. Une description plus détaillée de la TSI est fournie dans le document des PEES révisées

Introduction du Mémoire de Catégorisation Environnementale et Sociale (MCES).

- Les PEES révisées exigent que les Secteurs Département rédigent un MCES durant la phase d'identification de projet du cycle du projet. Ce MCES attribue une catégorie et exigent au ORQR.3 de réexaminer la catégorie en vue de sa satisfaction.

Généralisation de l'utilisation du Mémoire Environnemental et Sociale (MES) - pour couvrir les projets de catégorie 4 et les projets du secteur privé.

- Les PEES révisées exigent que, durant la phase de préparation du projet du cycle de projet, les Secteurs Département développent un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES), non seulement pour les projets de catégorie 1 et de catégorie 2, mais aussi pour les projets de catégorie 4.
- La version révisée PEES exigent qu'un Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) soit développé, non seulement pour les projets du secteur public, mais aussi pour les projets du secteur privé.

Généralisation de l'utilisation du contrôle de conformité ORQR.3 Contrôle de conformité, pour intégrer les projets du secteur privé et la Gestion Environnementale et Sociale (GES).

- Les PEES révisées nécessitent ORQR.3 à vérifier la conformité pour les Note Conceptuelle de Projet (NCP), non seulement pour les projets du secteur public, mais également les projets du secteur privé.
- Les PEES révisées exigent d'ORQR.3 de s'engager dans un contrôle de conformité des Rapports d'Evaluation de Projet (REP), non seulement pour les projets du secteur public, mais aussi pour les projets du secteur privé.
- Les PEES révisées exigent que ORQR.3 s'engage dans un contrôle de conformité des Systèmes de Gestion Sociale et

Environnementale (SGES) pour les projets de catégorie 4, au cours de la phase d'évaluation de projet du cycle de projet.

Renforcement de la responsabilité d'ORQR.3 pour la divulgation.

- Les PEES révisées exigent que ORQR.3 soit responsable de la publication de la synthèse de l'Evaluation Environnementale et Sociale (EES) et du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) (et si nécessaire du Plan d'Action de Réconciliation Totale (PART) et/ou du Plan de Réconciliation Abrégé (PRA)) pendant la phase d'évaluation de projet.

La mise en œuvre du SSI permet à la Banque de (i) promouvoir les bénéfices sociaux et environnementaux, (ii) protéger contre les nuisances, (iii) poursuivre une approche plus durable pour le développement qui peut générer des avantages en termes de sécurité de l'environnement et le bien-être humain, et (iv) gérer les avantages-coûts dus aux projets, dans l'intérêt du développement de l'Afrique. Mais plus que cela, le système intégré de sauvegardes est l'un des outils les plus puissants que la banque peut utiliser pour promouvoir le bien-être de nos véritables clients, les peuples d'Afrique, tandis que les notes de cadrage des PEES et des EIIES fournissent une solide base procédurale de l'opérationnalisation du SSI au niveau des pays.

### CHAMP D'APPLICATION DES LIGNES DIRECTRICES

Les lignes directrices de l'Evaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES) induisent un processus systématique pour traiter les impacts environnementaux et sociaux des projets, avec une compréhension claire des caractéristiques spécifiques au secteur.

L'EIIES complète le cadrage et les formats fournis dans les PEES, elle donne aussi des orientations aux Pays Membres Régionaux(PMR), au moment d'entreprendre des Evaluations Environnementales et Sociales des projets et programmes financés par la Banque. Elle sera aussi utilisée par le personnel opérationnel de la Banque dans l'examen et la compensation des résultats de ces études, dans le cadre de la supervision du projet. La fourniture de directives techniques de haute qualité est essentielle pour assurer la conformité, la capacité et l'appropriation du SSI, aussi bien par le personnel de la Banque, que par les emprunteurs. Le développement des lignes directrices de l'EIIES a été guidé par les principes suivants :

- Nécessité d'aborder les éléments nouveaux et plus complexes et extrants requis par la SO - en particulier ceux qui sont énoncés dans la SO1 sur l'évaluation environnementale et sociale;
- S'attaquer aux problèmes ou défis émergents, ou aux questions pertinentes couvrant les SO, en particulier les défis liés à la mise en œuvre prévus dans le SSI, et qui subit la dynamique configuration des opérations bancaires ;
- Fourniture d'un soutien spécifique pour cerner et gérer les principaux risques environnementaux et sociaux liés aux opérations dans un certain nombre de secteurs prioritaires ;
- Faciliter l'utilisation, l'accessibilité et l'efficacité pour satisfaire les besoins pratiques du personnel de projet impliqué dans les opérations de la Banque et des institutions emprunteuses ;
- Configuration appropriée de l'envergure et de l'échelle de l'expérience d'autres Banques Multilatérales de Développement (BMD), ainsi que les agences de développement, en tenant compte des leçons apprises au fil des ans, au sein de la Banque, dans la mise en œuvre de sauvegardes.

Les lignes directrices de l'EIIES, qui sont conçues pour être revues et mises à jour sur une base régulière et à chaque fois que de besoin, offrent trois avantages essentiels :

- Mettre en place un système de support technique aussi bien pour le personnel de la Banque, que pour les emprunteurs ou clients, pour couvrir tant la préparation de projets que leur mise en œuvre - avec un accent particulier sur le suivi, l'information et la supervision;
- Mettre en place des moyens personnalisés et dynamiques pour répondre aux besoins actuels et être adaptés aux futurs défis de mise en œuvre des sauvegardes auxquelles la Banque devra faire face, aussi bien au niveau des Départements secteur, que pour ses emprunteurs ou les clients ;
- Offrir un cadre de référence pour le renforcement des capacités au niveau de la banque en vue de la formulation de Requêtes de Mémoire de Catégorisation (RMC) dans la mise en œuvre des sauvegardes.

## **STRUCTURE ET CONTENU**

Les lignes directrices des EIIES sont présentées en trois volumes indépendants qui servent d'orientation dans les trois composantes essentielles qui sont: (i) les Processus d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES) ; (ii) les exigences dans des thèmes spécifiques et en matière de sauvegarde opérationnelle, et (iii) des orientations techniques sur les principaux secteurs et sous-secteurs qui ont été proposés par les départements opérationnels, comme des domaines où des directives sont nécessaires.

### **Volume 1 : Instruments d'Évaluation Environnementale et Sociale et les Produits**

Au niveau de l'OS1 et des PEES, plusieurs nouveaux instruments et produits d'évaluation environnementale et sociale sont introduits. Ces mesures comprennent notamment l'utilisation de l'Évaluation Stratégique Environnementale et Sociale (ESES), pour l'élaboration de politiques et de programmes de prêts et de l'utilisation de Cadres et de Systèmes de Gestion Environnementale et Sociale (CGES et SGES) pour le programme de prêts et d'intermédiaires financiers. Il y a également un important accent accordé au suivi de la conformité aussi bien au cours de la mise en œuvre de projet, qu'une attention particulière aux systèmes des différents pays.

Pour le personnel des opérations de la Banque et leurs homologues au sein des emprunteurs ou clients, il est essentiel qu'ils aient des directives claires et d'utilisation facile des différents instruments et produits. Ce guide est donc spécifiquement conçu pour compléter les annexes des PEES, qui donnent des modèles et formats de rapport dans de nombreux cas. Le but principal de cette catégorie d'orientation doit être de :

- Clarifier au personnel la nature des différents instruments dans le contexte spécifique des SO et des PEES ;
- Aider le personnel à se préparer les TDR, le format des rapports, et la sélection de consultants de haut niveau ;
- Évaluer la qualité des rapports et des livrables, afin d'apprécier si les exigences de l'OS1 sont respectées de manière satisfaisante ;
- Mettre en exergue les questions clé d'importance pour une bonne conformité.

### **Volume 2 : Thématiques de l'Évaluation Environnementale et Sociale**

Les SO introduisent ou développent un certain nombre d'exigences clé de l'EES. Il est d'une grande importance de fournir au personnel de la Banque et de l'emprunteur, des directives faciles à utiliser

pour s'assurer d'un niveau élevé de compréhension de ce qui est demandé, les meilleures pratiques pour satisfaire les exigences, et si nécessaire des sources d'information technique.

Certains de ces sujets reflètent une exigence spécifique des SO, telles que l'application des sauvegardes pour la politique de prêts, les consultations publiques (consentement libre, préalable et informative) et un mécanisme de règlement de griefs). Certains traitent de risques environnementaux et sociaux n'ayant pas été antérieurement couverts de manière spécifique par les politiques bancaires, telles que pour les groupes vulnérables, le patrimoine culturel, les flux environnementaux, la biodiversité, les émissions de GES et les standards dans le domaine du travail. D'autres portent sur des sujets depuis longtemps reconnus pour être d'une grande importance et dont la conformité peut être améliorée par une meilleure orientation technique, comme la conciliation ou la lutte contre la pollution.

Il convient de noter que la Banque a mis en place un système de sauvegardes climatiques (SSC) pour compléter l'EIES, et a également intégré la vulnérabilité au climat, les exigences en matière d'adaptation dans le SSI. Le SSC peut être consultée à l'aide du lien <http://css.afdb.org:8080/AfDB-CSS/afdbhomepage.html> et en suivant les instructions de connexion login: Tmanager, PW : taskmanager.

### **Volume 3 : Orientation sur des Secteurs Spécifiques appelés Bulletin de synthèse**

30 types de projet spécifiques, dans quatre domaines clé, et pour lesquels des checklists devraient être préparés. Le but de ces checklists devrait être d'identifier les composants d'un projet typique, les sources des impacts, les méthodes d'évaluation communément appliquées et probablement les options de gestion. Ils peuvent être utilisés par le personnel de la Banque pour aider dans le processus d'examen préalable de projets dans la phase initiale du Cycle de projet, ainsi que pour adapter les TDR pour les évaluations environnementales et sociales.

La préparation de telles checklists et orientations sectorielles spécifiques par les organismes de développement ont été fréquents au cours des deux dernières décennies ou plus. Beaucoup ont été produites dans une variété de formes et de tailles. Toutefois, il est intéressant de noter que très peu de banques multilatérales de développement font actuellement l'application sous-sectorielle des orientations de ce genre au sein de leurs systèmes de sauvegardes. Par exemple, les directives du Groupe de la Banque mondiale en matière d'environnement, de santé et de sécurité sont organisées autour de la pollution ou des risques.

Il est important pour la Banque de tenir pleinement compte de l'utilité de cette orientation pour les autres agences, le format et l'échelle les plus appropriés à être utilisés par le personnel de la Banque, et la sélection des secteurs spécifiques pour lesquels des checklists peuvent être utiles. De vastes consultations avec les spécialistes de la Banque dans le domaine environnemental et social pour différents secteurs seront essentielles pour déterminer comment les orientations au niveau de sous-secteurs spécifiques seraient utiles.

Les documents sur les PEES et les Orientations d'EIES seront téléchargées en ligne, dans le Système Intégré de Suivi des Sauvegardes (SISS) de suivi des sauvegardes, qui a été conjointement élaboré par ORQR et CIMM. Le SISS est lié au système de gestion de projet de la Banque / SAP système de base de données qui fournit au personnel de la Banque une plateforme automatique et à guichet unique de traitement des projets environnementaux et faire la diligence raisonnable pour les projets sociaux. Le SISS vise à faciliter la vérification de la conformité du projet avec les exigences énoncées dans les SO au cours du cycle de projet.

## TABLE DES MATIÈRES

Résumé exécutif .....	i
TABLE DES MATIÈRES .....	vi
Liste des acronymes .....	viii
INTRODUCTION GÉNÉRALE .....	1
JUSTIFICATION DES LIGNES DIRECTRICES .....	1
PORTEE ET PRESENTATION DE LA LIGNE DIRECTRICE .....	2
PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DIRECTIVES DE L'EIIES ET DES BULLETINS DE SYNTHESE .....	3
Glossaire des termes .....	10
Généralisation des considérations environnementales et sociales dans les DSP/DSIR .....	13
Les exigences des SO dans la généralisation des considérations environnementales et sociales dans les DSP et les DSIR .....	13
OBJECTIF ET ENVERGURE .....	13
OBJECTIFS DE LA GENERALISATION .....	13
APPROCHES POUR L'INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DANS LES DSP/DSIR.....	14
ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EESS) .....	18
BUT DE L'EESS .....	18
ÉTAPES CLE POUR LA REALISATION D'UNE EESS .....	18
CONTENU DU RAPPORT DE L'EESS .....	24
L'ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX (EIES) .....	26
BUT DE L'EIES .....	26
ÉTAPES CLE DANS LA REALISATION D'UNE EIES .....	26
METHODOLOGIES DE L'EIES .....	30
PREPARATION DES TERMES DE REFERENCE .....	36
CONTENU DU RAPPORT DE L'EIES .....	36
LES PLANS DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES) .....	38
BUT D'UN PGES.....	38
ÉLÉMENTS CLE D'UN PGES .....	39
CADRES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES) .....	43
BUT DU CGES .....	43
OBJECTIFS ET PORTEE DU CGES .....	43
PREPARATION DU CGES .....	44
Systèmes de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) pour les Intermédiaires Financiers (IF) ...	49
BUT D'UN SGES .....	49
PORTEE D'UN SGES .....	49
SUPERVISION DE LA CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE .....	56

<b>BUT DE LA SUPERVISION .....</b>	<b>56</b>
<b>OBJECTIFS ET PORTEE.....</b>	<b>56</b>
<b>PLANIFICATION DU SUIVI .....</b>	<b>57</b>
<b>SUPERVISION DURANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET .....</b>	<b>57</b>
<b>L'ACHÈVEMENT DU PROJET .....</b>	<b>59</b>
<b>LES SYSTÈMES NATIONAUX DANS L'APPLICATION DU SSI.....</b>	<b>62</b>
<b>QUELS SONT LES SYSTÈMES NATIONAUX DANS LE CONTEXTE DU SSI.....</b>	<b>62</b>
<b>LA CONFIANCE AUX SYSTÈMES NATIONAUX POUR LE SSI DE LA BANQUE.....</b>	<b>63</b>
<b>MISE EN ŒUVRE D'UNE APPROCHE CS DE LA BANQUE.....</b>	<b>64</b>
<b>INDEX .....</b>	<b>68</b>



## Liste des acronymes

ARAP	Plan d'action de réinstallation abrégé
CSP	Document de Stratégie Pays
DFI	Institution financière de Développement
L'ESA	L'évaluation environnementale et sociale
PEES	Les procédures d'évaluation environnementale et sociale
ESCON	Note de conformité environnementale et sociale
ESCR	Rapport d'achèvement environnemental et social
L'EIES	Évaluation des répercussions environnementales et sociales
CGES	Cadre de gestion environnementale et sociale
PGES	Plan de gestion environnementale et sociale
SGES	Système de gestion environnementale et sociale
ESS	La revue préliminaire environnementale et sociale
Efsm	Protocole de revue préliminaire environnementale et sociale
E&S	Environmental and Social / Environnemental et Social
FI	Intermédiaire financier
FRAP	Plan d'action de conciliation complète
GECL	Avocat général et le Département des services juridiques
IPRR	Progrès de la mise en œuvre et rapport des résultats
EIIES	Intégrant l'environnement et l'évaluation des répercussions sociales
SSI	Système de sauvegardes intégré
ISTS	Système de suivi des sauvegardes intégrées
MDB	Banque multilatérale de développement
IDEV	Le département " Évaluation des opérations
OPSM	Opérations du secteur privé et la Microfinance
ORQR.3	Respect et Division des sauvegardes

## **Sauvegarde opérationnelle**

**OS**

**PAR**            **Le rapport d'évaluation du projet**

**PBO**            **Program-Based Opérations**

**PCN**            **Concept de projet Remarque**

**PCR**            **Rapport d'achèvement du projet**

**PEN**            **Note d'évaluation préliminaire**

**PIC**            **Centre d'information du public**

**RCM**            **Demande pour la catégorisation Mémoire**

**RISP**           **Document de stratégie d'intégration régionale**

**PMR**            **Pays membre régional**

**EES**            **Évaluation environnementale et sociale stratégique**

**TOR**            **Termes de référence**

**VCM**            **Mémoire de validation de la catégorisation**

## INTRODUCTION GÉNÉRALE

La Banque africaine de développement (la Banque) est en train de mettre en place un nouveau système intégré de sauvegardes (SSI) pour définir plus clairement et de mettre à jour ses sauvegardes sociales et environnementales et de soutien à l'inclusion et la croissance durable dans la région. L'SSI se compose de :

- Une déclaration de politique de sauvegardes intégrées énonçant l'engagement de la Banque pour la durabilité sociale et environnementale et la gestion des risques associés à la non-conformité avec les politiques et les procédures de la Banque ;
- Les Sauvegarde opérationnelles (OSS) - qui sont un ensemble d'énoncés brefs et ciblés de politique qui fixent clairement les exigences opérationnelles auxquelles les opérations financées par la Banque doit se conformer ;
- Un ensemble révisé de Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES) qui fournissent des informations sur les procédures spécifiques que la Banque et ses emprunteurs ou les clients devraient suivre pour s'assurer que les opérations bancaires respectent les exigences des SO à chaque étape du cycle de projet de la Banque.

La Banque a également décidé que le SSI devrait inclure des directives sur l'Évaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES) révisée pour fournir des conseils techniques pour la Banque et ses emprunteurs ou clients sur les instruments de sauvegardes, d'approches méthodologiques et des sujets spécifiques ou des types de projets pertinents pour répondre aux nouvelles SO.

## JUSTIFICATION DES LIGNES DIRECTRICES

La banque fournit des orientations sur l'Évaluation Intégrée des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIIES) depuis en 2003. Cet ensemble de documents d'orientation contient une très brève explication du processus de l'évaluation environnementale et sociale (EES) comme tel, ainsi que des conseils techniques spécifiques sur 9 secteurs individuels.

Il est devenu évident que l'introduction du SSI, avec de nouvelles SO et des PEES révisées, exige un nouvel ensemble de documents d'orientation spécialement adaptés aux exigences de l'EES énoncées dans les SO et conçus pour fournir du soutien pour la mise en œuvre des PEES par le personnel de la Banque et par les emprunteurs ou les clients. Conseils Est également nécessaire pour régler un certain nombre de nouvelles mesures de sauvegarde sujets couverts par les SO ainsi un certain nombre de questions difficiles rencontrés par les banques multilatérales de développement (BMD) communauté dans la mise en œuvre de sauvegardes sociales et environnementales dans le contexte des profils actuels des opérations des BMD.

Il est également devenu nécessaire de réviser la portée, le contenu et le style des conseils sectoriels spécifiques afin qu'il corresponde au profil des opérations bancaires courantes et est facile à utiliser par le personnel de la Banque et par les emprunteurs ou les clients en suivant les étapes de l'évaluation requise par les PEES.

Dans l'élaboration d'un nouvel ensemble de directives Notes, la Banque a énoncé les principes suivants:

- L'orientation est soigneusement conçue pour aborder les éléments nouveaux et plus complexes et extrants requis par les SO - en particulier ceux qui sont énoncés dans SO1 sur l'évaluation environnementale et sociale ;

- La ligne directrice porte sur un certain nombre de défis sur des questions émergentes, ou des sujets pertinents à la dimension de l'ensemble des SO, tout en reconnaissant les défis de mise en œuvre et l'évolution du profil des opérations bancaires ;
- L'orientation apporte un soutien spécifique pour cerner et gérer les principaux risques environnementaux et sociaux liés aux opérations dans un certain nombre de secteurs prioritaires ;
- L'orientation devrait être " facile à utiliser ", accessible et conçue pour répondre aux besoins pratiques du personnel de projets impliqués dans les opérations de la Banque et aux institutions emprunteuses ;
- La portée et l'échelle de l'orientation devrait tirer parti de l'expérience d'autres BMD et les agences de développement, et tenir compte des enseignements tirés de l'expérience sur ce qui est pratique, facile à utiliser et efficace ; et
- L'orientation est conçue pour être revue et mise à jour sur une base régulière. Il convient de noter que la Banque a coordonné ses efforts pour concevoir et mettre en œuvre le SSI avec la communauté des BMD et d'autres organismes de développement international. De nombreuses organisations ont récemment révisé leur politique de sauvegarde, les procédures et les documents d'orientation connexes. En particulier, la SFI a récemment actualisé ses Standards de Performance de Durabilité Environnementale et Sociale, y compris son manuel des procédures et de nombreuses notes de cadrage. En outre, la Banque mondiale est en train de mettre à niveau ses sauvegardes sociales et environnementales et examinera attentivement comment adapter son corpus existant de conseils techniques pour mieux servir son nouveau système. En plus, la Banque interaméricaine de développement a récemment préparé une nouvelle et vaste série de notes techniques pour aider son personnel et ses clients à appliquer les sauvegardes sociales et environnementales.

## PORTEE ET PRESENTATION DE LA LIGNE DIRECTRICE

Les lignes directrices sont de trois catégories :

- **Mise en Œuvre des outils de l'EES et OS1.** Pour le personnel des projets de la Banque et leurs homologues des organisations clientes, il est indispensable de disposer de directives claires et faciles à utiliser, sur les différents instruments de l'EES et ses extrants, tel qu'énoncé dans l'OS1 et la version révisée des PEES. Le cadre est conçu spécifiquement pour compléter les annexes des PEES, qui proposent des modèles et formats de rapport dans de nombreux cas. Par conséquent, il a été convenu que les lignes directrices pour ces étapes de l'ESE, les outils et les instruments devraient se fonder sur les annexes des PEES, là, où c'est pertinent, et devraient être concises, faciles à utiliser et axées sur des conseils techniques afin de permettre aux Départements sectoriels de lancer et gérer les étapes des PEES et de fournir des conseils techniques aux emprunteurs ou aux clients :
- **Sujets de sauvegarde spécifique.** Les SO introduisent ou développent un certain nombre d'exigences clé de l'ESE. Certains de ces sujets reflètent des exigences spécifiques à la SO telles que la consultation, les groupes vulnérables, et de mécanismes de résolution de conflits. Certains traitent des domaines précis des risques environnementaux et sociaux n'ayant pas déjà été traités spécifiquement par les politiques de la Banque, comme le patrimoine culturel, les flux environnementaux, la biodiversité et les codes du travail. D'autres portent sur des sujets depuis longtemps reconnus pour être d'une grande importance et dont la conformité peut être améliorée par une meilleure orientation technique, comme la conciliation ou la lutte contre la pollution. Il a été convenu que le document d'orientation sur ces nouveaux défis devrait s'appuyer sur l'international et notamment les meilleures pratiques des BMD. Ils ne devraient pas être sous forme de "manuels", mais fournir suffisamment d'informations afin de permettre

aux Départements sectoriels de comprendre pleinement ce que les SO exigent et les meilleures pratiques à l'heure actuelle.

- **Les bulletins de synthèse sur les impacts sectoriels.** Les TDR identifient un certain nombre de projets spécifiques, dans les cinq principaux domaines pour lesquels les bulletins de synthèse du secteur devraient être préparés. Le but devrait être d'identifier les composantes d'un projet typique, les sources des impacts, et les options de gestion possibles. Il a été convenu que ces derniers devraient être concis, fournissant une orientation ciblée sur les composantes du projet, les sources des impacts, les récepteurs, ainsi que des options de gestion afin de permettre au personnel du Département sectoriel d'adapter l'EIES/TDR de l'EESS, pour aider à déterminer la portée et dans la révision des EIES / EESS. La liste des secteurs/sous-secteurs à couvrir a été modifiée à la suite de discussions avec le personnel du Département du secteur concerné.

---

## PRINCIPAUX OBJECTIFS DES DIRECTIVES DE L'EIES ET DES BULLETINS DE SYNTHESE

Les directives de l'EIES fournissent des conseils aux PMR au moment d'entreprendre une évaluation des impacts environnementaux de projets/programmes financés par la Banque. Il sera aussi utilisé par des membres du personnel opérationnel de la Banque dans l'examen et la conciliation de ces études et dans la supervision du projet. La division reconnaît que la fourniture de directives techniques de haute qualité est essentielle pour assurer la conformité, la capacité et la propriété du SSI pour le personnel de la Banque et les emprunteurs.

Ce nouveau jeu de matériels d'orientation a trois avantages stratégiques :

- Fournir un système d'appui technique à la fois pour son propre personnel et pour les emprunteurs ou clients pour couvrir non seulement la préparation de projets, mais aussi sur la mise en œuvre - avec un nouvel accent sur le suivi, les rapports et la supervision ;
- Mettre en place une ressource personnalisée et dynamique qui peut répondre aux besoins actuels et être adaptée aux futurs défis de mise en œuvre des sauvegardes par le personnel de la Banque, à la fois dans les Départements régionaux et sectoriels, et ses emprunteurs ou les clients ;
- Offrir une base pour le renforcement des capacités dans la banque et dans les PMR à l'égard de la mise en œuvre des sauvegardes.

## Glossaire des termes

**Zone d'influence.** Dans le cadre d'une EIES, i) la zone susceptible d'être touchée directement par le projet et des installations connexes que le projet se propose de développer ou de contrôler, et également des zones qui pourraient subir des impacts environnementaux significatifs; ii) les zones potentiellement affectées par les installations liés ou associés au projet et qui n'auraient pas été mises en œuvre si le projet n'existait pas, mais qui ne sont pas financées par le projet; et iii) les domaines, y compris les communautés elles-mêmes, susceptibles d'être touchés par les activités non planifiées mais prévisibles, susceptibles d'être influencées par le projet.

**La biodiversité.** La variabilité des organismes vivants de toute origine y compris, *inter alia*, les écosystèmes terrestres, marins et autres écosystèmes aquatiques et les complexes écologiques dont ils font partie ; cela comprend la diversité au sein des espèces et entre espèces ainsi que celle des écosystèmes.

**Consultation.** Le moyen par lequel un projet communique avec les personnes vivant dans la zone d'influence du projet, ainsi qu'avec d'autres parties prenantes concernés - un processus bilatéral entre un projet et les communautés touchées / d'autres parties prenantes.

**Impact cumulatif.** Un impact supplémentaire résultant d'un impact du projet inter agissant ou combiné à un impact d'une activité planifiée par une tierce partie qui n'est située dans la zone d'influence du projet.

**Les services écosystémiques.** Les avantages que les hommes tirent des écosystèmes. Les services écosystémiques sont organisés en quatre types : (i) les services de production, qui sont les produits tirés des écosystèmes ; (ii) les services de régulation, qui sont fournies par le rôle régulateur des processus écosystémiques ; (iii) services culturels, qui sont les avantages immatériels fournis par les écosystèmes; et (iv) services auxiliaires, qui sont les processus naturels qui maintiennent les autres services.

**Flux Environnementaux.** La fourniture de l'eau par les rivières et par les nappes souterraines pour maintenir les écosystèmes en aval et leurs bénéfices, là où les rivières ou les eaux souterraines sont soumises à une utilisation concurrentielle ou aux services de régulation.

**Les Procédures d'Évaluation Environnementale et Sociale (PEES).** Les procédures de la Banque pour l'application de ses SO à ses opérations, déterminant les étapes à suivre par les emprunteurs/clients et le personnel de la Banque à différents stades du cycle du projet.

**Évaluation des Impacts Environnementaux et Sociaux (EIES).** Un outil pour identifier et évaluer les impacts sociaux et environnementaux probables d'un projet proposé, afin de déterminer leur ampleur et leur importance, et à définir les mesures d'atténuation ou de gestion conçues pour éviter et minimiser dans la mesure du possible, ou sinon, pour contrebalancer ou compenser les effets nuisibles et les risques.

**Cadre de Gestion Environnemental et Social (CGES).** Un instrument à utiliser dans le contexte de l'octroi de prêts planifiés qui établit un processus unifié pour l'évaluation et la gestion de tous les problèmes liés aux sauvegardes environnementales et sociales pour les sous-projets de la préparation, la revue, l'approbation, et la mise en œuvre.

**Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES).** Un instrument tiré de l'EIES d'un projet proposé qui énonce le plan d'action de mesures de gestion environnementale et sociale à être mises en œuvre par l'emprunteur ou le client.

**Système de Gestion Environnementale et Sociale (SGES).** Un instrument, élaboré dans le contexte des finances pour les intermédiaires financiers (IF), pour appliquer les exigences des SO de la Banque aux sous-projets financés par les IF - d'une manière appropriée à l'envergure et la nature des opérations du IF. Il fournit un cadre pour l'intégration de la gestion des risques environnementaux et sociaux dans les processus d'affaires des IF.

**Tri Environnemental et Social.** Un instrument utilisé par le personnel de la Banque dans les premiers stades du cycle de projet, conformément aux dispositions des PEES, pour déterminer la catégorie d'évaluation environnementale et sociale d'une opération spécifique.

**Intermédiaire financier (IF).** Une institution financière comme une banque, assurance ou société de crédit-bail ou fournisseur de microfinance, à laquelle la banque peut fournir un financement qui sera prêté ou investis dans des sous-projets.

**Organismes génétiquement modifiés (OGM).** Toute entité biologique capable de transférer ou de répliquer du matériel génétique, y compris les organismes stériles, les virus et les viroïdes - généralement en se référant aux cultures agricoles.

**Mécanisme de Gestion de Conflits (MGC).** Un processus systématique qui permet de recevoir, d'évaluer et de faciliter la résolution des problèmes soulevés par les populations touchées par le projet, les plaintes et les griefs sur la performance sociale et environnementale de l'emprunteur/du client sur un projet.

**Les peuples autochtones.** Groupes sociaux ou culturels reconnus en tant que peuples autochtones, que ce soit par la loi nationale ou selon leur propre identification en tant que membres d'un groupe culturel distinct avec une appartenance collective à des habitats géographiquement distincts ou des territoires ancestraux; ayant des institutions coutumières, culturelles, économiques, sociales ou politiques distinctes de la société ou de la culture dominante; et une langue autochtone - souvent différente de la langue officielle du pays

**Système de Sauvegarde Intégré (SSI).** Le système de sauvegardes intégrées environnementales et sociales de la Banque, incorporant une déclaration de politique de sauvegarde intégrée; un ensemble de sauvegarde opérationnelles (SO), et un ensemble de procédures d'évaluation environnementale et sociale révisée (PEES). Il comprend également une mise à jour des directives et du Bulletin de synthèse du secteur.

**Système Intégré de Suivi des Sauvegardes (SISS).** Un système de base de données qui sert de référentiel pour le suivi des informations relatives à la conformité des sauvegardes liées à l'état d'avancement du cycle de projet et trouver un moyen de mettre à la disposition du public les informations relatives à la conformité avec les sauvegardes.

**Priorisation de l'Atténuation.** Une priorisation à être utilisée pour élaborer un plan de gestion environnementale et sociale, en mettant l'accent sur le fait d'éviter les impacts ; ensuite, s'il n'est pas possible d'éviter les impacts, les réduire et les minimiser ; si la réduction et la minimisation ne sont pas possibles, atténuer et/ou restaurer, et en un dernier ressort compenser.

**Sauvegardes Opérationnelles (SO).** Un ensemble de déclarations de politique brèves et ciblées qui fixent clairement les exigences sociales et environnementales opérationnelles avec lesquelles les opérations financées par la Banque doivent se conformer.

**Patrimoine culturel physique.** Ressources uniques et souvent non renouvelables qui possède une valeur culturelle, scientifique, spirituelle, et/ou religieuse et inclut les objets meubles ou immeubles, les sites, structures, groupes de structures, éléments naturels ou des paysages ayant une valeur archéologique, paléontologique, historique, architecturale, religieuse, esthétique, ou culturelle.

**Plan d'Action de Conciliation (PAC).** Un document complet de planification qui spécifie les procédures qu'un processus de conciliation non volontaire doit suivre, et les actions qui doivent être prises pour indemniser les personnes et les communautés touchées.

**Revue préliminaire.** Une étape précoce dans le processus de l'EIES qui vise à mettre l'accent sur le reste de l'EIES et sur les impacts qui sont susceptibles d'entraîner des effets importants. Ceci est réalisé grâce à la collecte de données et l'engagement des parties prenantes, suivi d'une analyse de l'information recueillie. Idéalement, le processus de revue préliminaire devrait également identifier les impacts potentiels qui peuvent être évités par les premiers stades de la conception du projet.

**Evaluation Environnementale et Sociale Stratégique (EESS).** Un outil pour évaluer les risques environnementaux et sociaux et les impacts probables des politiques en matière de prêts, l'appui budgétaire général ou sectoriel ou d'une ligne de prêts planifiés - comme distincte de l'utilisation de l'EIES pour l'évaluation environnementale et sociale des projets.

**Les impacts transfrontières.** Les effets environnementaux et les impacts sociaux qui s'étendent au-delà des frontières nationales, soit parce que les projets ont lieu dans plus d'un pays ou parce que les impacts touchent des zones ou régions à l'extérieur des frontières du pays dans lequel est situé le projet.

**Groupe vulnérable.** Ces groupes à l'intérieur d'une zone d'influence du projet qui sont en particulier des groupes marginalisés ou défavorisés et qui pourraient donc être plus susceptibles que les autres de subir les impacts négatifs d'un projet. Un statut vulnérable peut découler du genre, du statut économique, du groupe ethnique, de la religion, du comportement culturel, de l'orientation sexuelle, du langage ou de la santé physique ou psychologique.



## **INTEGRATION DES CONSIDERATIONS ENVIRONNEMENTALES ET SOCIALES DANS LES DSP/DSIR**

### **Les exigences des SO dans l'intégration des considérations environnementales et sociales dans les DSP et les DSIR**

La SO1 de la Banque stipule que la Banque, en partenariat avec les pays membres régionaux (PMR), élaborera des outils d'évaluation environnementale et sociale pour généraliser la prise en compte des considérations environnementales et sociales, y compris la vulnérabilité aux changements climatiques et la croissance verte, dans les DSP et les DSIR. Il est de la responsabilité du pays / Départements régionaux, soutenus par les Départements sectoriels, de développer des DSP et des DSIR de manière à généraliser la prise en compte des considérations sociales et environnementales, et d'identifier les problèmes dans la détermination des priorités pour les opérations futures. Dans le cas des DSP, ceci peut également inclure l'évaluation de la force du système d'un pays donné, pour la mise en œuvre des politiques sociales et environnementales. (Voir GN sur les systèmes nationaux).

### **OBJECTIF ET ENVERGURE**

#### **Définition du DSP et DSIR**

Le Document de Stratégie Pays(DSP) est un cadre stratégique définissant le plan de d'assistance pour un pays donné, pour aussi le secteur public et le secteur privé ensemble, et pour un temps déterminé (cinq ans) les dépenses du programme d'aide à un pays spécifique à la fois pour les secteurs public et privé et pour un temps donné (cinq ans).

Le Document Stratégique d'Intégration Régionale (DSIR) est une stratégie pour aussi bien le secteur public que pour le secteur privé, s'intéressant à tous les aspects d'intégration régionale et à des problèmes liés au commerce, le partenariat avec les institutions régionales, les donateurs et les parties prenantes.

Ce guide traite de l'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans les DSP et les DSIR. Il doit être utilisé en parallèle avec le document de la Banque intitulé "Guide de la Banque pour l'intégration des changements climatiques dans les DSP et DSIR .

### **OBJECTIFS DE L'INTEGRATION**

Les principaux objectifs de l'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans le cadre des DSP et DSIR sont :

- Décrire le profil environnemental et social du pays ou de la région, y compris les tendances fortes.
- Analyser les liens entre les questions environnementales et sociales et les objectifs stratégiques de développement, tels que la réduction de la pauvreté.
- Identifier les principaux défis de gestion environnementale et sociale dans le pays ou la région.
- Identifier des opportunités pour s'attaquer à ces défis au niveau stratégique.
- Identifier les risques environnementaux et sociaux pour les priorités du programme pays ou de la région et les options.
- Évaluer les politiques environnementales et sociales du pays ou de la région, et les capacités institutionnelles pertinentes (systèmes pays).
- Identifier des opportunités pour soutenir et renforcer la capacité du pays ou de la région pour gérer les risques environnementaux et sociaux

**Les DSP : La** Banque devrait identifier des priorités environnementales et sociales clé et les défis pour les PRM en vue de :

- Traiter des contraintes d'accès aux ressources naturelles par les pauvres et, plus généralement, à une voie de développement plus durable.
- Appuyer le développement de projets ou programmes de gestion environnementale et sociale.
- Cartographier l'utilisation du SSI dans la mise en œuvre du DSP, en tirant les leçons de l'application des sauvegardes dans le portefeuille de pays.

Dans le contexte de l'objectif stratégique de la Banque de renforcer les systèmes nationaux, il est important d'inclure dans le DSP une évaluation de l'efficacité des sauvegardes sociales et environnementales appliquées dans le passé aux opérations de la Banque dans le pays. Cela peut offrir une occasion importante d'examiner tout obstacle à l'efficacité de l'application des sauvegardes. L'analyse de l'application effective du SSI aux normes du pays devrait se focaliser sur :

- Des mécanismes de contrôle de conformité ;
- De l'existence et de l'application effective de sanctions et de décisions légales en cas de non-conformité ;
- De l'accès à l'EIES et l'information sur la conciliation ;
- Des procédures de consultation ;
- De la pertinence des ressources allouées à l'organisme chargé de la révision des EIES (notamment en termes de ressources humaines, y compris les spécialistes des sciences sociales) ;
- De l'EIES et en général la procédure d'approbation de projet (en termes de transparence et de redevabilité) ;
- De l'existence de biais dans le système entraînant l'altération de l'EIES.

**DSIR** : dans l'intégration de préoccupations sociales et environnementales dans les stratégies d'intégration régionale, la Banque devrait :

- Identifier des projets régionaux pour soutenir l'Afrique dans sa transition vers une croissance verte grâce à une meilleure gestion des ressources naturelles et de l'environnement sur une échelle régionale.
- Établir le contexte de plans et de cadres de gestion environnementale et sociale régionaux.
- Identifier et évaluer la capacité des institutions régionales dans la gestion des impacts environnementaux et sociaux cumulés.
- Identifier les chevauchements ou les incohérences dans la législation et les politiques sur la gestion environnementale et sociale.
- Recueillir les leçons tirées de la mise en œuvre du SSI dans le cadre de projets régionaux, et enfin ;
- Identifier les opportunités d'améliorer des bases de données régionales et de créer des mécanismes de partage de l'information (y compris un suivi environnemental et social et l'établissement de rapports y afférents).

---

## **APPROCHES POUR L'INTEGRATION DES ENJEUX ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX DANS LES DSP/DSIR**

L'intégration des aspects environnementaux et sociaux dans les DSP et DSIR, devrait avoir lieu à l'étape de la note conceptuelle et de la préparation. À cet effet, un expert environnemental et social (idéalement un membre de l'équipe de pays) devrait être impliqué.

### **Note conceptuelle**

L'expert social ou environnemental devrait recueillir les données et les documents disponibles, tels que les rapports sur l'état de l'environnement, le profil environnemental du pays, ou les plans d'actions environnementales, et d'identifier les problèmes environnementaux et sociaux pertinents par rapport aux principaux piliers de développement de la Banque. L'expert devrait également étudier les principales contraintes relatives à la mise en œuvre de plans de conciliation et/ ou de gestion environnementale et sociale des projets et programmes financés par la Banque. L'expert doit renseigner la note conceptuelle par la synthèse des données collectées et doit mettre en évidence l'existence défis environnementaux et sociaux, les liens avec les objectifs prioritaires de développement et la capacité institutionnelle existante.

## Préparation

L'information collectée et analysée à l'étape de la note conceptuelle devrait être affinée dans le cadre de la préparation de la mission exploratoire de la DSP/ DSIR. L'expert devrait inclure les risques et possibilités identifiés dans la gestion environnementale et sociale, leurs implications pour le pays ou les options stratégiques au niveau région, et les opérations de la Banque qui se profilent à l'horizon dans la version finale de la stratégie d'intégration pays ou régionale, en mettant l'accent sur l'identification de :

- Les opportunités de maximiser les avantages des interventions en matière de gestion environnementale et sociale.
- Les opportunités pour l'atténuation ou la gestion des risques environnementaux et sociaux associés aux options prioritaires de développement.
- Les contraintes qui se produisent dans les programme au niveau /projet EIES.

Les considérations environnementales et sociales devraient être incorporées au format du DSP ou DSIR comme indiqué dans le tableau ci-dessous :

**Tableau 1 Aspects environnementaux et sociaux dans le format DSP ou DSIR comme indiqué dans le tableau ci-dessous**

DSP	DSIR
<p>Contexte national:</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contexte social.</li> <li>• Contexte environnemental.</li> </ul> <p>Options stratégiques</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Identifier les défis et les faiblesses ; <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Par exemple : accès restreint aux ressources naturelles; les effets des dangers environnementaux sur la santé, moyens de subsistance et de vulnérabilité; l'EIES Mesure de qualité et de contrôle</i></li> </ul> </li> <li>• Force et opportunités <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Par exemple : en termes d'exploitation des ressources naturelles et de la gestion, de l'hydroélectricité, le gaz, etc.</i></li> <li>○ <i>Les leçons tirées de l'application des sauvegardes dans le portefeuille de pays</i></li> </ul> </li> </ul> <p>Stratégie nationale</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Dialogue national <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>aperçu des principales questions exigeant une étroite consultation et discussion avec le gouvernement et d'autres parties prenantes</i></li> </ul> </li> <li>• Risques et mesures d'atténuation <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Analyser et catégoriser les éventuels risques environnementaux et sociaux liés aux domaines d'intervention choisis par la</i></li> </ul> </li> </ul>	<p>Contexte régional :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Contexte social.</li> <li>• Contexte environnemental.</li> </ul> <p>Principaux défis et principales possibilités</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Influencer les programmes nationaux par le biais d'activités régionales, et créer des biens publics régionaux supplémentaires</i></li> </ul> <p>Stratégie de la Banque pour la région :</p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Piliers stratégiques, les produits livrables et les cibles- <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Questions transversales touchant les biens publics régionaux (en particulier sur les questions de parité entre les sexes, l'environnement, les groupes vulnérables.</i></li> <li>○ <i>Les leçons tirées de la mise en œuvre du SSI dans le cadre de projets régionaux</i></li> </ul> </li> <li>• Dialogue national <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Un aperçu des principales questions exigeant une étroite consultation et discussion avec les institutions régionales concernant la mise en place du développement régional de programmes de gestion environnementale et sociale</i></li> </ul> </li> <li>• Les risques potentiels et les mesures d'atténuation <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Aperçu des principales questions exigeant une étroite consultation et discussion avec les institutions régionales concernant la mise en place de programmes de développement</i></li> </ul> </li> </ul>

<p><i>Banque et proposer les mesures d'atténuation</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Aborder plus précisément les capacités institutionnelles au niveau des pays sur la gestion des risques sociaux et environnementaux</i></li> </ul> <p>Conclusions et recommandations</p>	<p><i>régional de gestion environnementale et sociale</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>○ <i>Déterminer la responsabilité pour des risques (environnementaux et sociaux) et des mesures d'atténuation liées aux domaines d'intervention retenus par la banque</i></li> <li>○ <i>Traiter plus spécifiquement des capacités institutionnelles au niveau régional (et national) sur la gestion des risques sociaux et environnementaux</i></li> </ul> <p>Conclusions et recommandations</p>
--	---

L'analyse des risques doit faire référence à l'E&S Catégories 1,2 ou 3 et IF comme décrit dans les PEES de la BAD. Dans certains cas, il peut être utile de préparer une feuille de données des sauvegardes afin de dresser un rapport sur l'état de l'environnement et système social du pays. Voir l'annexe 1 pour le format proposé.

### **Encadré 1 Questions clé pour l'intégration des aspects environnementaux et sociaux**

<p><i>Relations / Impacts</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• A quel degré les principaux secteurs ressources naturelles du pays contribuent-ils à la croissance économique et existe-t-il des opportunités pour ces secteurs d'être mieux utilisés pour améliorer la croissance au bénéfice des pauvres ?</li> <li>• Les cibles de croissance du pays sont-elles vulnérables aux chocs liés à l'environnement ou les problèmes sociaux ? Qu'est qui doit être réalisé pour améliorer la situation ?</li> <li>• Quels sont le degré de dépendance des pauvres sur les biens et services environnementaux ? Combien d'emplois ou de possibilités de gagner un revenu les ressources naturelles offrent-elles, en particulier aux plus pauvres ?</li> <li>• Est-ce que les effets des dangers environnementaux sur la santé, la subsistance et la vulnérabilité sont-ils reconnus ?</li> <li>• Est-ce que les problèmes de gouvernance (y compris ceux liés aux activités illégales d'utilisation des ressources et la corruption) dans les secteurs des ressources naturelles sont ouvertement débattus ? Comment sont-ils abordés ?</li> </ul> <p><i>Institutionnel / Défis de mise en œuvre</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Les ressources financières sont-elles suffisantes pour mettre en œuvre des activités identifiées comme nécessaires pour assurer la durabilité, y compris l'application de la loi ? Est-ce que les ressources nécessaires sont canalisées vers les niveaux régional et local ?</li> <li>• Est-ce que la coordination au sein du gouvernement est suffisante pour faire face aux défis de caractère transversal en matière environnemental et social dans la durée ?</li> </ul> <p><i>Opportunités</i></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Comment la gestion environnementale et sociale durable peut être pro-activement intégrée dans les programmes proposés dans différents secteurs (p. ex. santé, éducation, développement rural, énergie) ?</li> <li>• Quelles sont les possibilités de soutien à la gestion environnementale et sociale ? Quels sont les avantages comparatifs de la Banque ?</li> <li>• Que font les autres organismes de développement et les banques pour renforcer la gestion environnementale et sociale ?</li> <li>• Si l'appui budgétaire est considéré comme faisant partie du DSP, y-a-t-il un besoin de renforcement de capacité pour le système national ?</li> </ul>
---

## **Annexe 1 - Modèle de feuille de données de sauvegardes**

---

1. Description du contexte dans lequel la fiche de renseignements a été préparée (1 point).
2. Le contexte social et environnemental général du pays : décrire la position géographique du pays et le rôle et l'importance des ressources naturelles et les principaux thèmes environnementaux/sociaux (égalité entre les sexes, les groupes vulnérables, les ressources culturelles etc.) (2 points).
3. Politiques environnementales et sociales du pays, axées sur les exigences de l'évaluation des impacts environnementaux et sociaux, les processus et procédures d'acquisition de terres, la politique de conservation de la nature, la pollution et la protection des droits du travail (2-3 points).
4. Bilan du pays sur l'application de ses politiques sociales et environnementales : pratiques réelles, les tensions et les problèmes dans l'application des politiques, les besoins de changements du point de vue de l'emprunteur sur une période de trois ans (perspective 2 paragraphes).
5. Bilan de l'application des sauvegardes de la Banque : le rendement du projet, les problèmes rencontrés, les enseignements tirés, les réussites (1 paragraphe).
6. Cadre institutionnel et acteurs : indiquer les structures institutionnelles impliquées dans l'évaluation et la gestion des impacts sociaux et environnementaux et les risques et la façon dont ces institutions interagissent, leurs capacités, forces et faiblesses. Analyser et commenter le rôle joué par la société civile en tant que participant dans le processus de consultation et de partage de l'information (2 points).
7. Projets recommandés ou programmes : indiquer quelles sont les mesures que le DSP recommandera au pays, mesures visant à améliorer l'application des sauvegardes et de l'impact attendu sur la croissance, la résilience climatique et l'amélioration du niveau de vie (2 points).
8. Analyse et observations sur le rôle des acteurs du secteur privé

## ÉVALUATION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE STRATEGIQUE (EESS)

### BUT DE L'EESS

En vertu de la SO1 de la Banque, l'emprunteur ou le client est responsable de l'exécution du niveau approprié de l'EES pour les opérations de banque proposées réputées être de catégorie 1 ou 2. Dans le cas de du programme des opérations de la Banque (POB), telles que la réforme des politiques et de l'appui budgétaire, qu'ils soient de nature générale ou sectorielle, ou prêts programmatiques régionales et sectorielles, l'emprunteur ou le client devrait mener une EESS complète pour les activités de catégorie 1 et une EESS limitée pour des activités de la catégorie 2 (voir Guide<sup>1</sup> sur le PBO).

Une EESS est la forme de l'EES visant à traiter les politiques sur l'appui budgétaire ou l'octroi de prêts programmatiques (distincte de l'EIES pour l'évaluation des projets). Une EESS possède une perspective plus large, en amont, stratégique à long terme et est utilisée par la Banque pour les évaluations environnementales et sociales de ses PBO là où c'est nécessaire. Son but est d'intégrer les aspects sociaux et environnementaux stratégiques systématiquement à la préparation et à l'exécution d'un PBO qui a été jugé ayant un risque environnemental et social moyen à haut. L'objectif clé d'une EESS consiste à examiner d'autres options afin d'évaluer les incidences sociales et environnementales potentielles - positives et négatives - de la proposition de PBO et les options institutionnelles pour le suivi et la gestion de ses impacts sociaux et environnementaux résultant de leur impact au fil du temps.

Il convient de noter que relativement peu de PBO sont susceptibles d'être de la catégorie 1. Toutefois, il peut y avoir des cas où le potentiel de risque environnemental et social n'est pas immédiatement évident, par exemple si une réforme de la politique du secteur minier produit une rapide augmentation de l'investissement direct dans le secteur minier avec un potentiel d'impacts cumulés importants, ou si l'appui budgétaire du secteur de l'éducation a pour résultat un important programme de construction (voir PEES annexe 2).

### ÉTAPES CLE POUR LA REALISATION D'UNE EESS

En général, une EESS devrait être entreprise d'une manière plus souple et plus adaptable que les projets classiques d'EIES, selon la nature du PBO, et en particulier la relation entre l'utilisation du PBO et probablement la relation entre les PBO les décisions, activités et investissement en aval. En particulier, une EESS devrait avoir un caractère fortement participatif, itératif et finalement un fort accent à définir une solution institutionnelle pour gérer les éventuels risques environnementaux et sociaux en aval. Une telle solution pourrait inclure la conception d'un CGES (voir GN 1.5) pour être adopté et mis en œuvre par l'organisation responsable du PBO.

Dans la plupart des cas, le client ou l'emprunteur doit suivre une série d'étapes normalisées en effectuant une EESS. Celles sont brièvement décrites ci-dessous.

#### La Revue préliminaire

Le but de l'étape de la revue préliminaire est de recenser les éléments du PBO qui peuvent être associés à d'importants risques environnementaux et sociaux. Il est préférable de le faire par le biais d'un exercice de consultation initiale avec les principales parties prenantes.

L'accent de la revue préliminaire est susceptible d'être sur :

- Les liens potentiels entre les éléments du PBO et les ressources environnementales et sociales/récepteurs à travers des « canaux de transmission » identifiables.

---

<sup>1</sup> Remarque : la Banque a adopté le terme Program-Based opérations afin de couvrir la politique et les opérations de financement d'appui budgétaire. Dans ce guide, nous l'utilisons aussi pour couvrir des programmes d'investissement régionaux ou sectoriels.

- La nature des activités prévues en aval tirées du PBO, tels que les activités de construction, l'augmentation des investissements, changement de tendances dans l'utilisation des ressources ou des programmes de sous-projets.
- La possibilité pour les activités en aval à produire des impacts imprévus sur les composantes environnementales sensibles ou des groupes sociaux vulnérables.
- Les limites spatiales et temporelles de l'évaluation.
- La capacité des mécanismes institutionnels en place pour mettre en œuvre les réformes, l'appui budgétaire et les plans sectoriels.
- Les priorités environnementales et sociales clé à être intégrées dans la conception et les objectifs du PBO.

Le résultat de l'étape de la revue préliminaire devrait être un plan détaillé pour la réalisation de l'EES adapté à la nature du PBO et les risques environnementaux et sociaux les plus probables.

### **Identification et Engagement des Parties prenantes**

Il est vital pour le succès d'une EES d'identifier et d'engager un large éventail d'parties prenantes, y compris ceux qui connaissent la zone du PBO, l'ensemble des conditions environnementales et sociales et les communautés potentiellement touchées.

Le principal objectif de ce processus est d'identifier tous les parties prenantes clé ayant un enjeu environnemental ou social dans le domaine politique, le secteur ou la région affectés par le PBO et à s'engager avec eux d'une façon significative. Ils peuvent être impliqués dans l'identification des options, l'analyse de référence et dans le choix des options de gestion.

### **Définition du PBO**

Cette étape implique la définition claire du PBO et comment il doit être mis en œuvre :

- Quels sont les principaux objectifs du PBO?
- Quels sont les composants individuels du PBO?
- Quelles sont les activités en aval ou des investissements que le PBO est destiné à apporter?

Le cadre de politique pertinent et des modalités de mise en œuvre doit être définie, en indiquant notamment comment les décisions seront prises, comment les activités seront surveillées et comment l'PBO Le rendement sera évalué.

### **Identification des options alternatives**

L'élément central d'une EES est l'identification des options qui peuvent former la base de l'évaluation. La nature et la gamme des options pertinentes seront naturellement déterminées par les PBO en question. Les options peuvent être composées des organismes suivants :

- Objectifs et instruments alternatifs de réforme des politiques.
- Objectifs alternatifs de budget et les critères d'attribution.
- Stratégies sectorielles alternatives, les objectifs ou les modalités de réalisation.
- Scénarios alternatifs pour des modèles d'investissements en aval.
- Les alternatives visent les zones géographiques.
- Technologies ou procédés alternatifs.

La participation des parties prenantes à cette étape revêt une importance critique.

### **Situation ou définition d'un référentiel**

La préparation d'une analyse de situation ou de référence pour L4EES dépendra largement de la nature du PBO et ses activités ou ses investissements prévu(e)s en aval. Il est probable que le référentiel y



afférent sera en partie une évaluation générale des conditions environnementales et sociales globales concernant les centres d'intérêt du PBO (p. ex., réforme de la politique forestière ou programme du secteur minier), et en partie d'un cadre de détermination du référentiel environnemental et social pour des activités spécifiques prévues en aval. Dans certains cas, tel un programme de transport régional avec un emplacement géographique spécifique, le référentiel sera plus conventionnel.

L'objectif d'une politique pertinente d'évaluation de situation consiste à identifier les principaux problèmes environnementaux et sociaux associés à un domaine de politique, le secteur ou la région de manière à éclairer l'évaluation des différentes options. Cela n'a pas besoin d'être aussi détaillé qu'un niveau de projet étude de base et peut être fondée essentiellement sur des sources secondaires et l'opinion d'experts.

Il est important que l'EESS tienne également compte de « l'économie politique » d'un projet de PBO et les éléments clé du contexte institutionnel dans lequel il sera mis en œuvre. L'économie politique relève de la faisabilité politique des options à être couvertes dans l'EESS, compte tenu des intérêts et incitatifs actuels qui peuvent poser des défis pour les options alternatives de politique ou sectorielles. Le contexte institutionnel comprend le cadre juridique et réglementaire formel régissant les questions environnementales et sociales.

Il est donc important de procéder à un examen approfondi de la législation institutionnelle, juridique et réglementaire, et des capacités existantes associées à la gestion des priorités sociales et environnementales dans le pays et dans le secteur. Cela devrait comprendre une évaluation de l'efficacité des cadres et les capacités pour aborder les priorités et l'identification des lacunes en matière de gestion des enjeux prioritaires.

### **Évaluation Environnementale et Sociale**

Identifier les effets potentiels directs ou indirects ou inattendus d'un PBO, aussi les options/alternatives d'un PBO, est naturellement plus difficile que dans le cas de projets spécifiques. La gamme d'options ou de variables à étudier est souvent plus difficile à définir avec certitude, parce que les canaux de transmission par lesquels des impacts peuvent être éprouvés peuvent être très complexes et comportent de nombreux aspects qui sont difficiles à prédire et analyser. Les effets indirects sont souvent d'une importance primordiale dans l'évaluation.

L'évaluation environnementale et sociale doit viser à éviter les impacts négatifs ainsi que de maximiser les avantages. La méthode d'évaluation devrait être adaptée à la nature du PBO et probablement les risques environnementaux et sociaux identifiés pendant la phase d'étude.

L'évaluation des principales options de PBO est susceptible de consister à analyser :

- Les incidences sociales et environnementales, à la fois bénéfiques et néfastes, de la principale stratégie de PBO (par exemple, le choix des options de production d'énergie).
- La possibilité de cumul involontaire des risques programme PBO (p. ex. la réforme de la réglementation minière résultant en une augmentation de l'investissement dans une région spécifique).
- Les impacts sociaux et environnementaux probables et les activités du projet prévues en aval (par ex. les incidences de la construction d'écoles).
- Le contexte institutionnel pour traiter des répercussions environnementales et sociales des différentes options.

Dans ce cadre, l'évaluation devrait suivre les étapes d'évaluation d'impact classiques :

- L'identification des interactions potentielles entre les éléments du PBO et l'environnement physique, biologique et humain (sur la base d'informations recueillies sur le PBO, options et conditions de base).



- Prévisions des impacts - détermination de ce qui pourrait éventuellement se produire, résultant des interactions entre le PBO et l'environnement physique, biologique, culturel et humain.
- Définition des caractéristiques d'impact - type, l'étendue, la durée, l'ampleur et la fréquence de chaque incidence.
- Détermination des caractéristiques de l'impact – type, ampleur, durée, échelle et fréquence de chaque impact.
- Détermination de la magnitude des impacts, le niveau de changement que l'impact va probablement produire sur la ressource/récepteur, sur la base de ses caractéristiques définies.
- Détermination de l'importance de l'impact, prenant en compte la sensibilité/vulnérabilité/importance de la ressource/récepteur et la magnitude de l'impact
- Identification des mesures à éviter, minimiser et atténuer les impacts, à la suite d'une priorisation de l'atténuation.
- Identification des impacts résiduels (exemple après l'atténuation) et prendre des mesures pour compenser les impacts résiduels.

### **Options de Gestion et Mesures Institutionnelles**

Il est important de se concentrer sur la réalisation des opportunités des activités planifiées du PBO, ainsi que la minimisation des impacts négatifs. L'objectif est de développer des situations de "win-win" où des bénéfices multiples qui se renforcent mutuellement peuvent consolider l'assise économique, offrir des conditions équitables pour tous, et de protéger et améliorer l'environnement. Lorsque cela est impossible, les compromis doivent être clairement documentés afin d'orienter les décideurs.

Une priorisation de l'atténuation devrait être poursuivie pour traiter des impacts négatifs : d'abord éviter ; deuxièmement réduire ; et troisièmement atténuer, annuler ou compenser les impacts négatifs, à l'aide de mesures appropriées. Il faut faire preuve de prudence si l'analyse indique un risque potentiel d'impacts de grande ampleur, avec des conséquences environnementales ou sociales irréversibles et négatives. Souvent, cela peut indiquer que des options moins risquées devraient être envisagées. Une fois l'atténuation a été prise en compte, l'importance des effets négatifs résiduels peuvent être évalués.

La gamme d'options de gestion et des mesures institutionnelles qui devraient être pris en compte :

- Sélection des options privilégiées pour le PBO sur la base des avantages ou impacts environnementaux et sociaux.
- Conception d'un CGES pour évaluer et atténuer les impacts sociaux et environnementaux des activités en aval.
- Renforcement de la capacité des institutions de gérer les impacts environnementaux et sociaux en aval au cours de la mise en œuvre du PBO.

### **Préparation d'un PGES**

Comme dans le cas d'une EESS, elle doit inclure un PGES qui définit les mesures de gestion environnementale et sociale à suivre par l'emprunteur ou le client dans la mise en œuvre du PBO. Le contenu d'une priorisation EESS PGES sera nécessairement à un niveau plus stratégique en amont, que dans le cas d'un projet d'investissement.

Le PGES doit inclure:

- Toute analyse environnementale et sociale à suivre lors de la mise en œuvre du PBO, tels que des critères sociaux et environnementaux pour l'allocation budgétaire.
- Toute gestion environnementale et sociale à être incorporée dans les modalités de mise en œuvre du PBO.
- Tout système de gestion environnementale et sociale, telles qu'une CGES, à appliquer aux activités en aval ou d'investissements.

- Toute exigence en matière de suivi et d'information environnementale et sociale sur les activités en aval.
- Tout arrangement institutionnel et renforcement des capacités nécessaires pour assurer la bonne gestion environnementale et sociale au cours de la mise en œuvre du PBO.

**Tableau 1 : Exemples de Réformes Politiques et Potentiels liens avec l'environnement**

Domaine politique	La réforme	Les avantages environnementaux potentiels	Les risques environnementaux potentiels	Mesures prises pour accroître les avantages pour l'environnement et atténuer les risques
L'énergie	Réforme du prix du carburant, la suppression des subventions.	Réduction des émissions grâce à l'augmentation de la production et de la consommation.	La suppression des subventions pourrait conduire à une augmentation de la demande pour le bois de chauffage.	Réformes du droit de propriété peut être utilisée pour atténuer contre la déforestation en quête de bois de chauffage.
L'agriculture	La réforme foncière.	Le droit à la propriété améliore en général la gestion des ressources naturelles.	Réduction des ressources de propriété commune sont surexploitées par les paysans sans terre.	S'assurer que les intérêts des paysans sans terre sont considérés.
Le développement du secteur privé	Les questions relatives au climat d'affaires, la fiscalité et la protection des droits de propriété, la privatisation.	Une concurrence accrue et l'utilisation des signaux de prix, améliore généralement l'efficacité dans l'utilisation des ressources.	Cadre environnemental juridique précaire et incertaine du passif peut conduire à une surexploitation des ressources naturelles et des niveaux de pollution élevés.	Assurer un cadre juridique adéquat, de suivi et d'application.
La réforme fiscale	Incidence fiscale (impôt sur le revenu, les actifs, corporation, consommation); les taux d'imposition; exemptions; retenues.	Les changements de prix dus à la réforme fiscale peuvent avoir de puissants effets sur le comportement des ménages et des entreprises. Les ressources naturelles seront de façon positive/négative affectées selon la réforme. La suppression des subventions a généralement des effets positifs sur l'utilisation des ressources naturelles.	Voir les avantages.	Environmental Les réformes fiscales lorsque les taxes sur les intrants pollueurs tels que l'énergie et les redevances sur les ressources naturelles sont utilisées peut conduire à internaliser les coûts environnementaux, l'efficacité accrue des ressources et des impôts sur le revenu.
La décentralisation	La décentralisation du pouvoir de l'administration régionale ou locale. Réformes visent à augmenter l'efficacité de la prestation des services, la redevabilité.	Responsable et représentant les institutions locales peuvent améliorer la gestion des ressources naturelles.	Le manque de capacités pour faire face à l'environnement et les questions relatives aux ressources naturelles. Risque que les élites locales exploitent les ressources naturelles locales (si aucun état de vigilance).	Renforcement des capacités pour renforcer l'administration locale et régionale.
Le commerce	La réforme commerciale	La concurrence accrue peut mener à une amélioration de l'efficacité d'utilisation des ressources. L'analyse comparative des normes de performance environnementale par en-migration de l'industrie.	Expansion des monocultures. L'utilisation accrue d'engrais et de pesticides. La pression sur les ressources naturelles.	Améliorer la législation environnementale pour éviter de devenir un " paradis des pollueurs ". Offrir de la formation sur l'utilisation des engrais et des pesticides.

Source : application de l'Évaluation Stratégique Environnementale: Guide des bonnes pratiques pour la coopération au développement, l'OCDE, 2006

## CONTENU DU RAPPORT DE L'EES

Titre du Projet :	Numéro de projet :
Pays :	Ministère :
Division :	Projet Catégorie:
Résumé :	
Introduction :	
Revue Préliminaire:	
Définition de l'opération Program-Based proposé / régional ou secteur prêt / Fonctionnement du programme :	
Autres options envisagées :	
Analyse de la situation/Référentiel :	
Évaluation des Impacts environnementaux et Sociaux des Options et Conclusions concernant leur importance:	
Résultats de la comparaison des solutions alternatives :	
Les effets résiduels prévus :	
Résumé de l'Engagement des Parties prenantes :	
PGES, y compris les Mesures de Gestion, Actions, Rôles et Responsabilités, Délais, Suivi et coût de la mise en œuvre.	
Capacités Institutionnelles et Plan de Renforcement :	
Annexes	



## L'ÉVALUATION DES IMPACTS ENVIRONNEMENTAUX ET SOCIAUX (EIES)

### BUT DE L'EIES

En vertu l'SO 1 de la Banque, la Banque exige que le client ou l'emprunteur d'entreprendre une pleine EIES (ou dans certains cas une EESS) d'un projet d'opération de la banque (secteur public ou privé) qui a été élaboré au cours de l'étape de la présélection du projet dans la catégorie 1, ou d'une quantité limitée d'EIES dans le cas des opérations de catégorie 2.

L'EIES est menée afin d'identifier et d'évaluer les impacts environnementaux et sociaux probables d'un projet d'opération de la Banque, afin de déterminer leur ampleur et l'importance, et pour définir les mesures d'atténuation ou de gestion conçu pour éviter et minimiser dans la mesure du possible, ou sinon, pour contrebalancer ou compenser les effets nuisibles et les risques.

### ÉTAPES CLE DANS LA REALISATION D'UNE EIES

Les étapes clé pour effectuer une EIES sont :

- La revue préliminaire.
- L'Identification des parties prenantes.
- La définition du projet.
- L'analyse de solutions alternatives.
- La définition du référentiel.
- L'Évaluation des impacts.
- Préparation du Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES), y compris le suivi et les rapports.

#### La revue préliminaire

L'objectif de l'étape de la revue préliminaire est de concentrer le reste du processus de l'EIES sur les impacts susceptibles d'entraîner des effets importants. Ceci est réalisé grâce à la collecte de données et l'engagement des parties prenantes, suivis d'une analyse de l'information recueillie. Idéalement, le processus de revue préliminaire devrait également identifier les impacts potentiels qui peuvent être évités dans les premiers stades de la conception du projet.

Pour initier la revue préliminaire il est nécessaire d'identifier, dans un premier temps, la zone d'influence du projet. Cela englobera, selon le cas :

- La zone susceptible d'être touchée directement par le projet et des installations connexes que le promoteur du projet développe ou contrôle (p. ex. les corridors de transmission de puissance, les pipelines, canaux, tunnels, les routes d'accès, les carrières et les décharges, les camps de construction), et des zones supplémentaires en ce qui concerne les aspects liés à l'environnement pourraient rencontrer d'importants impacts.
- Les zones potentiellement affectées par les installations liés ou associés dépendant du projet et qui n'auraient pas été mises en œuvre si le projet n'existait pas, mais qui ne sont pas financées par le projet.
- Domaines, y compris les collectivités en leur sein, susceptibles d'être touchés par les activités non planifiées mais prévisible et susceptibles d'être produits par le projet.

L'objectif de la revue préliminaire est de recueillir suffisamment de renseignements sur les conditions environnementales et sociales et d'inviter les parties prenantes en vue de faciliter l'identification des interactions potentielles entre le projet et les ressources/récepteurs<sup>2</sup> au sein de la probable influence. En outre, la revue préliminaire doit impliquer les premières consultations avec les potentiels communautés et parties prenantes touchés.

Les données devraient être recueillies pour ces ressources/récepteurs qui ont une probabilité raisonnable de subir d'importantes répercussions. Les potentiels ressources/récepteurs comprennent les caractéristiques physiques (p. ex. la géologie et les sols, les eaux souterraines et de surface, l'air et le climat, le bruit et les vibrations, et le paysage remarquable), biologiques (flore, faune résidents et migrateurs, les écosystèmes, les espèces en voie de disparition et les espèces menacées, leurs habitats et les zones protégées, le braconnage), et caractéristiques socio-économiques et culturelles (p. ex., conciliation, structure sociale des communautés, le genre, les groupes vulnérables, la santé, la sécurité, les biens culturels, les services écosystémiques). Les récepteurs/ressources qui peuvent ressentir les effets transfrontières et les impacts planétaires, dont les gaz à effet de serre (GES), la vulnérabilité aux changements climatiques et les mesures d'atténuation et d'adaptation possibles devraient également être considérés.

Au cours de la phase de revue préliminaire, une évaluation devrait également être faite du risque d'impacts cumulés - impacts supplémentaires provenant d'activités de tierce partie qui sont planifiées ou probables au moment où l'évaluation d'impact est effectuée. Les impacts de projets tiers en cour devraient être considérés comme faisant partie du référentiel du projet (voir la section de référence ci-dessous).

L'extrait de la revue préliminaire est habituellement des TDR finalisés pour l'EIES du projet, y compris un calendrier et un plan de mise en œuvre pour l'EIES. La préparation de TDR pour approbation par les autorités est souvent une exigence réglementaire dans les pays membres régionaux de la Banque.

### **Identification et Engagement des Parties Prenantes**

Avant de lancer l'EIES, les parties prenantes concernées, en particulier les communautés potentiellement touchées, devraient être identifiées au moyen d'une analyse de la cartographie des parties prenantes, de sorte que l'engagement adéquat et la consultation peuvent être effectués au cours du processus de l'EIES. L'analyse de cette cartographie des parties prenantes devraient fournir des informations sur l'élaboration et la mise en œuvre Plan d'Engagement d'une Partie Prenante (PEP) qui comprend une description détaillée du plan de mobilisation des parties prenantes par l'entremise du processus d'EIES. (Voir GN 2.1 sur la consultation).

Il est fondamental que l'engagement et la consultation des parties prenantes durant le processus de l'EIES soit importante (c'est-à-dire libre, préalable et donné en connaissance de cause), et que l'emprunteur ou le client est finalement capable, grâce à une telle participation des parties prenantes, d'obtenir un Large Soutien de la Communauté (LSC) pour le projet, en particulier les projets de la catégorie 1 et celles qui touchent les peuples autochtones (pour de plus amples détails, voir Gn 2,1). L'engagement des parties prenantes à travers le processus de l'EIES doit également contenir les perspectives des individus ou groupes vulnérables, et s'assurer que leurs consultation et exigences pour un engagement significatif sont remplies de manière adéquate (pour de plus amples détails, voir GN 2.2 sur les groupes vulnérables).

Les activités régulières de l'engagement des parties prenantes doivent être effectuées dans en droite ligne avec les différentes étapes qui constituent le processus de l'EIES et devraient informer directement sur le déroulement de l'EIES. Au minimum, pour les projets de la catégorie 1, les parties prenantes devraient s'engager et faire leurs observations dans la préparation du projet de Termes de

---

<sup>2</sup> Les ressources peuvent être définis comme les éléments des milieux physique, biologique, culturelle ou l'environnement humain, qui peuvent être touchés par les activités du projet. Les récepteurs peuvent être définis comme les humains ou les animaux, qui peuvent être touchés par les activités du projet.

Référence (TDR) de l'EIES, le draft du rapport l'EIES et le résumé, et le draft du PGES. Au minimum, pour les projets de la catégorie 2, les communautés et parties prenantes impactées devraient être consultées concernant le draft du rapport d'EIES et celui du PGES. Plus précisément les activités d'engagement des parties prenantes pour les projets de catégorie 1 et 2 peuvent, selon la nature du projet, être utilisées pour informer les communautés et les parties prenantes touchées sur :

- La considération d'alternatifs.
- L'acquisition de données de référence pour l'EIES.
- La prédiction et la définition des impacts.
- L'évaluation de la magnitude et de l'importance de l'impact.
- L'identification des mesures à prendre pour éviter, réduire et atténuer les impacts.
- L'identification des impacts résiduels.
- L'élaboration et la mise en œuvre du PGES.

Les liens entre le feedback des parties prenantes et les éléments constitutifs de l'EIES doivent être clairement démontrés, reflétant une attention aux préoccupations des parties intéressées et des perspectives.

Enfin, toutes les activités d'engagement des parties prenantes faisant partie du processus de l'EIES doivent être adéquatement documentées, de sorte que ces activités et leurs résultats puissent être confirmés et vérifiés. Le processus requis pour ceci devrait être énoncée dans les TDR de l'EIES.

### **Définition du Projet**

L'EIES devrait démarrer à partir d'une définition claire du projet afin d'identifier les sources potentielles des impacts. Les informations sur le projet doivent être collectées de façon suffisamment détaillée pour:

- Décrire, à un niveau qui peut être compris par un profane, les caractéristiques, l'emplacement et les activités proposés par le promoteur du projet.
- Faciliter une identification complète des interactions potentielles entre le projet et les ressources/récepteurs, et les répercussions qui pourraient résulter de l'interaction.

Dans certains cas, le processus de l'EIES peut être entamé à un point suffisamment loin dans l'ensemble de la conception du cycle de vie globale du projet de manière à disposer d'une note descriptive du projet. Dans d'autres cas, le processus d'EIES peut se situer à un point dans le cycle de vie que cette information n'est pas facilement disponible. Par conséquent, il sera nécessaire de réaliser une série d'hypothèses clairement décrites sur la conception du projet, qui pourrait être affinées ou modifiées lorsque de plus amples renseignements seront disponibles.

La définition du projet devrait être complète pour montrer une compréhension de ce qui est proposé et devrait se concentrer sur les éléments du projet qui peuvent potentiellement interagir avec des ressources/récepteurs pouvant produire des impacts importants. Des descriptions complètes d'ingénierie ou des détails sur le processus doivent être évitées sauf si elles sont justifiées.

### **L'analyse des Alternatives**

La définition du projet devrait aussi comprendre l'identification et la comparaison des alternatives envisagées, ou susceptibles d'être prises en considération dans la planification et la conception du projet, par exemple pour les sites, les itinéraires, les procédés techniques et options d'ingénierie. L'examen impartial des alternatives pour optimiser la conception nécessite un équilibre entre les facteurs économiques, techniques, environnementaux et sociaux, le compromis entre les avantages et les inconvénients de chaque facteur pour arriver à un résultat optimal. Pour cette raison, la prise en considération d'alternatives devrait être menée en collaboration avec l'équipe



d'ingénierie/conception du projet afin que toutes les alternatives raisonnablement faisables soient identifiées et analysées.

### Définition du Référentiel

L'EIES doit utiliser les résultats de l'étape de la revue préliminaire pour identifier les ressources/récepteurs susceptibles d'être affectés de façon significative par le projet, et d'entreprendre la collecte de renseignements de base pertinents à ces ressources/récepteurs.

La description du référentiel a les objectifs suivants :

- Identifier les principales incidences environnementales, socio-économiques, culturelles et les conditions de santé dans la zone d'influence, en mettant l'accent sur les ressources/récepteurs qui peuvent être touchés par le projet.
- Décrire et, dans la mesure du possible, quantifier les caractéristiques (nature, état, qualité, étendue, etc.) des ressources/récepteurs, et prédire leurs caractéristiques probables pour l'avenir en l'absence du projet.
- Fournir des données à l'aide de la prévision et la modélisation des impacts et des effets.
- Aider à établir des paramètres pour mesurer les impacts pendant la construction et la mise en œuvre.
- Étayer les jugements au sujet de la sensibilité, de la vulnérabilité et/ou l'importance des ressources/récepteurs.

Le référentiel doit tenir compte des conditions actuelles, ainsi que l'évolution des conditions et des tendances évidentes dans la zone du projet et la zone d'influence (p. ex. l'érosion côtière, l'appauvrissement des pêcheries, etc.). La référence doit également prendre en considération d'autres activités dans la région qui sont en cours ou sont certaines d'être lancées dans un proche avenir. Les activités qui sont prévues ou proposées mais ne sont pas encore engagées ou certaines (i.e, qu'elles sont derrière le projet dans le cycle de planification) devraient être considérées dans l'évaluation des impacts cumulés, non pas comme une partie du référentiel.

### L'évaluation et l'atténuation de l'Impact

La phase d'évaluation d'impact comporte un certain nombre d'étapes qui permettent d'évaluer la manière dont le projet interagira avec des éléments de l'environnement physique, biologique, culturel ou humain, pour impacter sur les ressources/récepteurs, et identifier les mesures d'atténuation pour éviter, réduire ou gérer les impacts négatifs. En plus des impacts directs sur les ressources/récepteurs, l'évaluation devrait examiner les impacts indirects et les interactions entre les ressources/récepteurs déclenchées par le projet.

Les étapes impliquées dans la phase d'évaluation d'impact sont les suivantes :

- L'identification des interactions potentielles entre le projet et l'environnement physique, biologique, culturel (basé sur l'examen des renseignements recueillis sur le projet, les alternatives et des conditions de base).
- Identification du risque des impacts cumulés découlant de la combinaison des effets du projet avec les effets des autres activités.
- Prévisions des impacts - détermination de ce qui pourrait se produire à la suite de l'interaction du projet avec l'environnement physique biologique, culturel ou humain, (la gamme diversifiée des impacts considérés dans le processus de l'EIES peut aboutir à un large éventail de méthodes de prédiction utilisées, y compris les données quantitatives, semi-quantitatives et qualitatives techniques).
- Définition des caractéristiques d'impact - *type, Mesure, durée échelle et la fréquence* de chaque

incidence.

- Détermination de l'ampleur *de l'impact* - le degré de changement que l'impact est susceptible de transmettre sur la ressource/récepteur, basée sur ses caractéristiques définies.
- Détermination de l'importance *des impacts*- en tenant compte de la sensibilité/vulnérabilité/importance de la ressource/récepteur et l'ampleur et l'irréversibilité de l'impact.
- Identification des mesures à prendre pour éviter, réduire et atténuer les impacts, suivant une priorisation de l'atténuation.
- Identification des impacts résiduels (c'est-à-dire après l'atténuation) et prendre des mesures pour les compenser.

### **Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES)**

L'EIES devrait intégrer une PGES qui définit les mesures de gestion et de suivi de base qui sont nécessaires pour déterminer si : a) les impacts restent conformes aux prévisions et applicables aux normes ; et b) les mesures d'atténuation traitent effectivement les impacts, et que les mesures compensatoires et d'annulation réduisent les effets au seuil prévu (voir GN 1.4 sur PGES).

Ce processus devrait inclure des éléments supplémentaires, tels que l'identification des personnes ou des organisations responsables de la mise en œuvre des mesures d'atténuation. Il peut également inclure en cas de besoin, des mesures de renforcement institutionnelles adaptées à l'ampleur et l'étendue des mesures de gestion. Le PGES devrait également aborder les mesures de divulgation de l'information, le mécanisme de règlement des conflits, et le processus pour la poursuite de la consultation et de la participation des personnes touchées au cours de la mise en œuvre du projet.

Un PGES devrait énoncer : (i) les actions d'atténuation à mettre en œuvre ; (ii) un programme de suivi et de rapports, fondés sur des indicateurs de performance convenus ; (iii) des procédures d'intervention d'urgence ; (iv) des dispositions institutionnelles et organisationnelles ; (v) le développement des capacités et la formation ; (vi) un calendrier de mise en œuvre ; et (vii) des coûts estimés.

Le PGES est un plan d'action accepté par la Banque et l'emprunteur/client, en vue d'engager le client ou l'emprunteur dans la mise en œuvre des mesures de gestion proposées en conformité avec les SO de la Banque, et les lois et règlements pertinents à l'emprunteur. La mise en œuvre du PGES est normalement: (i) une condition d'approbation du projet émise par l'autorité approbatrice; (ii) une condition incluse dans les documents d'appel d'offre, les contrats de construction du projet et les contrats d'opération et de maintenance; et (iii) une convention dans un accord de prêt de la Banque. Un PGES devrait être soumis à modification pendant la mise en œuvre du projet si des changements surviennent à la conception du projet et la performance, ou les conditions sociales et environnementales pertinentes.

## **METHODOLOGIES DE L'EIES**

### **Considération des Alternatives**

L'EIES doit inclure une comparaison des alternatives du projet, faisables techniquement et financièrement. Il est reconnu que jusqu'à un certain point dans le processus de conception, toutes les approches identifiées pour un élément particulier sont considérées comme des alternatives, et une seule est finalement sélectionnée comme partie de la conception du projet.

Dans le contexte de l'EIES, l'approche choisie est considérée comme faisant partie du projet, et les approches non sélectionnées sont considérées comme alternatives au projet. Les alternatives au projet se répartissent généralement en deux grandes catégories :

- Les alternatives au niveau de la conception (p. ex. les moyens d'exécution, l'emplacement du site,

la technologie ou le type de processus, etc.), qui peuvent être examinés en parallèle avec la revue préliminaire.

- Des alternatives détaillées (p. ex., méthode qui sera utilisée pour un pipeline de franchissement de rivière), qui traitent fréquemment du type de méthode de travail ou approche d'atténuation à utiliser, et qui serait généralement discutées à la ressource/récepteur/niveau d'effet.

Le but d'étudier des variantes dans une EIES est d'évaluer, dès le début du processus, les avantages sociaux et environnementaux possibles des alternatives à l'étape de la conception du projet - examiner les options d'implantation, les itinéraires, les processus et de gestion des principaux risques environnementaux et sociaux. L'analyse devrait considérer : le capital et les coûts récurrents ; la pertinence de la conception et de la technologie aux conditions locales ; et les impacts sociaux et environnementaux potentiels, y compris la possibilité d'atténuer les impacts négatifs inévitables.

Alors que l'analyse des alternatives peut débiter avant le début de la consultation, il est important que les points de vue des parties intéressées soient pris en considération au moment de choisir : (i) les critères de sélection et (ii) les alternatives à être évaluées, comme l'appui ou l'opposition à une alternative peut être un facteur déterminant pour savoir si c'est une option réalisable ou non.

### **Définition de la zone d'étude**

La zone d'étude est la zone qui doit être étudiée afin de comprendre et de décrire les conditions de base susceptibles d'être touchées par le projet. Au minimum, elle devrait tenir compte de l'empreinte du projet et les installations connexes identifiées comme faisant partie de la zone d'influence. Dans certains cas, elle aura besoin d'être prolongée en vue d'avoir le contexte nécessaire pour le référentiel.

La zone d'étude peut varier à travers les différentes ressources considérées, selon la nature de la ressource potentielle/récepteur et les incidences/effets prédits ; elle peut également varier à travers les différents éléments ou phases du projet. Pour cette raison, la zone d'étude est définie pour chaque ressource/récepteur, pour refléter la zone qui sera prise en compte dans l'évaluation de cette ressource/récepteur, (p. ex. la zone d'étude d'un bruit, la zone d'étude de l'utilisation des terres, la zone d'étude socio-économique, etc.).

### **Evaluer les Impacts Cumulés**

Un impact cumulé peut être défini comme un impact supplémentaire qui survient à la suite d'un impact découlant du projet interagissant ou combiné à un impact d'une activité planifiée par une autre tierce partie qui n'est pas considérée comme faisant partie de la zone d'influence du projet. Par exemple, un récepteur résidentiel d'une propriété située entre un projet de chemin de fer et un aéroport peut subir l'effet combiné des sources de bruits associés à chaque projet. La manière d'évaluer de tels impacts d'un projet est fortement influencée par la situation des autres activités (p. ex. déjà en cours, approuvé ou proposé) et combien de données sont disponibles à leur sujet.

Un scénario dans lequel l'effet additionnel d'un projet individuel peut ne pas être d'une grande ampleur par rapport à l'incidence cumulative totale, mais est suffisant pour susciter un " point de basculement " qui provoque de graves effets négatifs pour une ressource/récepteur peut illustrer l'importance potentielle des impacts cumulés.

À un niveau pratique, l'élément essentiel d'une évaluation des effets cumulatifs consiste à déterminer la taille de la zone autour du projet qui devraient être évaluée, la période de temps appropriée à considérer pendant l'évaluation, et comment, dans la pratique, évaluer les interactions complexes entre les différents projets qui se produisent à des moments différents. Dans chaque cas, il est nécessaire de prendre en considération la mesure dans laquelle un projet pris individuellement contribuera à d'éventuels impacts cumulatifs et si le client ou l'emprunteur n'a aucun contrôle sur les impacts découlant de projets supplémentaires.

En réalité, la participation active des autorités gouvernementales est généralement requise dans le but d'évaluer la contribution supplémentaire de chaque projet pour les impacts cumulés; de rassembler les parties prenantes pertinentes; d'approuver, de surveiller et d'assurer la mise en œuvre des mesures d'atténuation correspondant à chaque projet; d'identifier les mesures d'atténuation supplémentaires requises; et de coordonner, d'assurer et de documenter leur mise en œuvre.

### Utilisation de la Matrice des Interactions

Tant au stade de la revue préliminaire que de l'étape d'évaluation d'impact, l'EIES doit appliquer une "matrice des interactions" comme un outil pour identifier les interactions possibles entre les éléments du projet et des ressources/récepteurs. La matrice fournit une méthodologie d'identification des interactions potentielles que chaque activité de projet peut avoir avec la gamme de ressources/récepteurs à l'intérieur de la zone d'influence, mais ne consiste pas lui-même les moyens par lesquels les impacts sont évalués.

La matrice se compose d'une liste de ressources/récepteurs qui pourraient être touchés par les activités du projet, définis par rapport à une liste d'activités de projet. Les entrées dans les cellules de la matrice peuvent ensuite être colorées pour indiquer si :

- Une interaction n'est pas raisonnablement attendue (p. ex. blanc).
- Une interaction est raisonnablement possible mais aucun des impacts résultants sont susceptibles d'avoir des effets importants (p. ex. gris).
- L'interaction est raisonnablement possible et au moins l'une des conséquences est susceptible d'entraîner un effet qui est significatif (par exemple, noir).

Les interactions qui sont de couleur blanche sont "isolées" pour un examen plus approfondi dans le processus d'EIES. Les interactions qui sont colorées en gris sont aussi "isolées", mais une documentation prouvant un tel choix (p. ex., l'expérience passée, de données documentées, etc.) doit être fournie pour justifier la base sur laquelle cette décision a été prise. Les interactions qui sont de couleur noire sont retenues pour un examen ultérieur dans le processus d'EIES. Voir *tableau 1* pour un exemple de matrice d'interaction pour les installations de cale sèche à l'intérieur des terres.

**Tableau 1 Exemple d'une Matrice d'Interaction**

Phases et activité du Projet	Ressources Environnementales										Ressources Sociales										
	La géologie	Sol	L'eau de surface	Pêches	La végétation	La faune	La qualité de l'air	Bruit et vibration	Acoustique	L'eau souterraine	Les sédiments	Données démographiques (y compris déplacement	Économie et les moyens de subsistance	Sociaux Et Structure culturelle	L'utilisation des terres (Inc. le déplacement économique)	L'Infrastructure et des services	Ressources culturelles	Transport	La santé	Impacts sur les groupes vulnérables particulièrement	L'éducation et les compétences
Début de camp de travail pour la construction et l'utilisation (y compris l'aire d'atterrissage, la route et le camp de base)																					
La présence physique des travailleurs, équipement et matériels sur site																					
Transport des travailleurs et des matériaux																					
Manipulation et élimination des émissions et des déchets																					
Dragage des eaux intérieures																					
Transport des travailleurs et des matériaux																					
La présence physique des travailleurs, équipement et matériels sur site																					
Activités de dragage physique																					
Manipulation et élimination des émissions et des déchets																					
La construction et l'exploitation d'un quai																					
La présence physique des travailleurs, l'équipement et matériels sur site																					
Transport des travailleurs et des matériaux																					
Les activités de défrichement et de dessouchage																					
Manipulation et élimination des émissions et des déchets																					
La construction et l'utilisation des parcours et des routes d'accès																					
La présence physique des travailleurs, l'équipement et matériels sur site																					
Le défrichage, le dessouchage et le nivellement des routes de transport																					
Manipulation et élimination des émissions et des déchets																					

## Détermination de l'Importance

L'élément clé de l'évaluation d'impact est de déterminer l'importance des impacts sur les ressources/récepteurs. La tâche d'attribuer une signification pour un impact donné implique la combinaison d'une prédiction de l'ampleur d'un impact avec une évaluation de la *sensibilité/vulnérabilité/importance* de la ressource/récepteur touché.

### Ampleur

Une fois que les conséquences potentielles sont identifiées, les caractéristiques de chaque impact sont utilisées (d'une manière spécifique à la ressource/récepteur en question) à attribuer à chaque impact une ampleur. L'ampleur est fonction des caractéristiques d'impacts suivantes : l'étendue, *la durée*, *l'ampleur*, *la fréquence*, et (pour des événements imprévus uniquement) *la probabilité*.

L'ampleur décrit essentiellement le degré de changement que l'impact est susceptible de transmettre sur la ressource/récepteur. La qualification de l'ampleur elle-même devrait être universellement cohérentes dans l'ensemble ressources/récepteurs, mais les définitions pour de ces désignations varieront sur une ressource/récepteur, comme pour la définition de la zone d'étude. Les ordres de grandeur typiques sont : *négligeable*, *petite*, *moyenne*, *grande*.

La désignation de l'ampleur de l'impact prend en compte toutes les différentes dimensions d'un impact particulier afin de prendre une décision quant à la position de l'impact sur la gamme (dans le cas d'impacts néfastes) de *négligeables* à *grande*. Certains impacts entraîneront des changements de l'environnement qui peuvent être incommensurables, indétectables ou dans la plage de variation naturelle normale. De tels changements peuvent être considérés comme étant essentiellement n'ayant aucun impact à condition qu'elles n'entraînent pas un changement irréversible, et devraient être considérés comme ayant une importance négligeable.

### Sensibilité/ vulnérabilité/Importance

Il existe toute une gamme de facteurs à prendre en compte lors de la définition de la sensibilité/vulnérabilité/importance de la ressource/récepteur, qui peut être physique, biologique, culturelle ou humaine. Lorsque la ressource est physique (par exemple, un plan d'eau) sa qualité, la sensibilité au changement et l'importance (sur l'échelle locale, nationale et internationale) sont considérées. Où la ressource/récepteur est biologique ou culturelle (par exemple, un récif de corail ou un site sacré), son importance (locale, régionale, nationale ou internationale) et sa sensibilité à ce type spécifique d'impact sont considérées. Lorsque le récepteur est humain, la vulnérabilité de l'individu, de la collectivité ou du groupe social plus vaste est considérée.

D'autres facteurs peuvent également être pris en considération lors de la caractérisation de la sensibilité/vulnérabilité/ importance, comme la protection juridique, la politique gouvernementale, l'importance culturelle, les points de vue des parties prenantes et la valeur économique. Comme dans le cas de l'ampleur, de la sensibilité et de la vulnérabilité et de l'importance des appellations sont universellement compatibles, mais les définitions pour ces désignations varient sur une ressource/base de récepteurs et peut faire l'objet de consultations avec les communautés affectées ou les groupes vulnérables. Les désignations Sensibilité/ vulnérabilité/ importance sont généralement : *Faible*, *Moyenne*, *Élevée*.

### Importance

Une fois l'ampleur de l'impact et la sensibilité et la vulnérabilité et l'importance de récepteur/ressources ont été caractérisées, la signification peut être attribuée pour chaque impact. L'importance de l'impact devraient être désignés au moyen d'une matrice, faisant preuve de sensibilité//importance de la vulnérabilité et de l'ampleur des impacts. Un cadre pour l'attribution de signification est la suivante :

- Un impact *négligeable* est un impact où le récepteur/ressource ne sera pas essentiellement touché par une activité particulière, ou l'effet prévu est réputé être "imperceptible" ou impossibles à distinguer des variations de fond naturel.<sup>3</sup>
- Un impact d'importance mineure est un impact où un récepteur/ressource connaîtra un effet notable, mais la magnitude de l'impact est petite (avec ou sans mesures d'atténuation et/ou la ressource/récepteur est de faible sensibilité/ vulnérabilité/ importance. Dans les deux cas, l'ampleur devrait être bien dans les normes applicables.
- Un impact de *portée* modérée est un impact dont la magnitude est dans les normes applicables, mais se situe dans la plage entre un seuil au-dessous duquel l'impact est mineur, jusqu'à un niveau qui pourrait être tout juste en deçà de la légalité. De toute évidence, concevoir une activité de sorte que ses effets se situent juste à la limite de loi et/ou de provoquer un impact majeur n'est pas une bonne pratique. L'accent sur un impact modéré est donc à démontrer que l'impact a été réduit à un niveau aussi bas que raisonnablement possible (ALARP). Cela ne signifie pas nécessairement que les impacts de moyenne importance doivent être réduits à mineur, mais que les impacts modérés sont gérés de façon efficace et efficiente.
- Un impact de *grande* importance est celle où une limite acceptée ou standard peut être dépassée, ou des impacts de grande ampleur se produisent au niveau de récepteur/ressource très sensible/vulnérables/importante. L'un des objectifs de l'évaluation d'impacts est d'arriver à la conception d'un projet qui n'a pas de grandes répercussions résiduelles, ou qui certainement n'a aucun impact qui se maintienne à long terme ou qui s'étend sur une grande superficie. Toutefois, pour certains aspects il y a peut-être grands impacts résiduels après que toutes les options d'atténuation réalisables ont été épuisées (c'est-à-dire ALARP a été appliquée). Un exemple pourrait être l'impact visuel d'une installation. C'est alors le rôle d'organismes de réglementation et les parties prenantes pour peser ces facteurs négatifs contre les positifs, tels que l'emploi, pour en arriver à une décision sur le projet.

**Tableau 2 Exemple d'une Matrice d'Importance d'Impact**

		Sensibilité/vulnérabilité/Importance de Récepteur/ressources		
		Faible	Moyennes	Haute
L'ampleur de l'impact	Négligeable	Négligeable	Négligeable	Négligeable
	Petit	Négligeable	Mineur	Modéré
	Moyenne	Mineur	Modéré	Principaux
	Grand	Modéré	Principaux	Principaux

### Utilisation de la Priorisation des Mesures d'Atténuation

L'EIES devrait appliquer une priorisation de l'atténuation pour déterminer les meilleures solutions pour les impacts potentiels. La hiérarchie est la suivante :

- **Éviter à la source** ou à **réduire à la Source** : éviter ou réduire à la source grâce à la conception du projet (par ex. à éviter en restant ou dévier à nouveau vers des endroits éloignés des zones sensibles, ou réduire en restreignant la zone de travail ou pour changer l'heure de l'activité).
- **Abattement sur site** : ajouter quelque chose à la conception pour diminuer les impacts (p. ex., matériel de contrôle de la pollution, les contrôles de la circulation, suivi du périmètre et

<sup>3</sup> Exemples de variations naturelles inclut des variations si les débits dus au climat des tendances ou des changements dans la faune La reproduction en raison de la disponibilité de la nourriture.

l'aménagement paysager).

- **Abattement au récepteur** : si un impact ne peut être atténué sur site, alors des mesures de contrôle peuvent être mis en œuvre hors site (p. ex., barrières anti-bruit pour réduire l'impact sonore à une résidence à proximité ou l'érection de clôtures pour empêcher la divagation des animaux sur le site).
- **Réparer ou Soigner** : certains impacts impliquent des dégâts inévitables sur une ressource (p. ex., des terres agricoles et des forêts en raison de la création de voies d'accès, des camps de travail ou zones de stockage de matériaux) et ces impacts peuvent être traités par des mesures de réparation, de restauration ou de rétablissement.
- **Compensation en nature ou compenser par d'autres moyens**: lorsque d'autres méthodes d'atténuation ne sont pas possibles ou pleinement efficaces, l'indemnisation pour la perte, les dommages et les perturbations peuvent être appropriées pour rétablir et améliorer les moyens de subsistance (p. ex. la plantation à remplacer la végétation endommagée, une compensation financière pour les récoltes endommagées ou la fourniture d'installations communautaires pour compenser la perte de l'accès à une ressource naturelle productive ou les activités de loisirs et d'agrément de l'espace).
- **Les Annulations** : mesures permettant d'atteindre des résultats de conservation mesurables (p. ex. dans la biodiversité ou des ressources en eau) conçues pour compenser les impacts négatifs résiduels importants découlant de projets et la persistance après l'annulation, la réduction au minimum et des mesures appropriées de remise en état eurent été prises.

## PREPARATION DES TERMES DE REFERENCE

Les TdR pour l'EIES doivent fournir :

- Le Contexte et objectifs de l'EIES.
- Un résumé des SO applicables de la Banque, sélection environnementale et sociale du projet et toute revue préliminaire environnementale et sociale entreprise.
- Une description sommaire des principales caractéristiques du projet (avec une carte de l'emplacement et schéma du projet).
- Une liste de la réglementation aux niveaux national et local de l'évaluation environnementale et sociale et les exigences juridiques.
- Un résumé des questions potentiellement importantes et spécifiques (environnementales et sociales) associées au projet.
- Une liste des alternatives réalisables du projet pour étude.
- Un aperçu des principales étapes de l'évaluation d'impact à suivre et la méthodologie à utiliser.
- L'engagement des parties prenantes et les exigences en matière de consultation.
- La définition des livrables de l'EIES, le calendrier des rapports et plan de travail proposé.
- Le projet de plan de rapport pour l'EIES, y compris le PGES.
- Une idée sur la composition de l'équipe.
- Un projet de programme et un budget pour l'EIES.

---

## CONTENU DU RAPPORT DE L'EIES

Projet Titre :

Pays :

Division :

Résumé exécutif :

Introduction :

Revue préliminaire:

Cadre politique, juridique et administratif :

Numéro de projet :

Département :

Catégorie de Projet:



Définition du Projet :  
Analyse des alternatives envisagées :  
Référentiel du projet  
Évaluation des impacts environnementaux et sociaux et de leur importance  
Les effets résiduels prévus :  
Sommaire des consultations publiques et les opinions exprimées :  
PGES, notamment les mesures de gestion, les actions, les rôles et responsabilités, les délais, le suivi et le coût de mise en œuvre : (voir aussi PGES sur GN).  
Annexes:

## LE PLAN DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (PGES)

### BUT D'UN PGES

Le PGES est préparé comme partie intégrante d'une EIES ou d'une EESS. Son but est de mettre en œuvre le plan d'actions des mesures de gestion environnementale et sociale à mettre en œuvre par l'emprunteur ou le client. Ces mesures devraient viser à réaliser l'annulation, la réduction à la source ou de l'atténuation, dont l'annulation ou l'indemnisation, des conséquences écologiques et sociales du projet et pour assurer la conformité avec l'OSS. Un PGES est généralement présenté comme une section de l'EISE ou de l'EES mais peut être conçu de sorte qu'il puisse être utilisé comme un document autonome.

Un PGES devrait inclure les mesures de gestion nécessaires pour atteindre son but en temps opportun ainsi que le suivi/supervision/exigences en matière de rapports, des dispositions de mise en œuvre, les responsabilités institutionnelles, calendrier, coûts et de consultation qui y sont associés.

Un résumé de l'EES/EIES, y compris le PGES doit être mis à la disposition du public par l'intermédiaire du Système Intégré de Suivi des Sauvegardes (SISS), le site web de la Banque, le Centre d'information du public et dans le pays emprunteur.

### Portée du PGES

---

La portée d'un PGES devrait être déterminée par l'évaluation de l'ampleur et la signification des risques environnementaux et sociaux et les impacts du projet, et devrait être à la mesure de ces risques et les effets anticipés. Les mesures de gestion devraient être réalisables et rentables et en phase avec les activités prévues du projet.

Le PGES peut inclure d'une manière intégrée, un nombre de plans de gestion spécifiques (p. ex. gestion de la construction, engagement des parties prenantes et des effets cumulés, restauration de l'écosystème, patrimoine culturel), en fonction de l'environnement et des risques sociaux identifiés et les résultats de l'évaluation des impacts. Le plan d'actions de conciliation est traité séparément avec le SSI. Certains plans seront spécifiques à des étapes particulières, gestion de construction (p. ex.), mais d'autres se dérouleront tout au long de la vie du projet.

Le PGES devrait être considéré comme un instrument dynamique, étant donné que ses mesures de gestion peuvent être sujettes à des changements en raison de la rétroaction reçue au cours de la mise en œuvre du projet et/ou en réponse à des effets inattendus ou d'impacts avec une ampleur différente de celle prévue à l'époque où l'EIES a été finalisé.

## ÉLÉMENTS CLE D'UN PGES

### A. Mesures de gestion

Le PGES devrait décrire les mesures de gestion à mettre en œuvre pour chacun des risques environnementaux et sociaux significatifs ou d'impacts identifiés, afin d'obtenir l'annulation, la réduction au minimum ou l'atténuation (y compris les compensations) des effets négatifs et les risques. La description doit inclure l'objectif de chaque mesure, ses exigences et responsabilités de mise en œuvre spécifiques, ses exigences techniques et opérationnelles, son calendrier et le lieu, les objectifs à atteindre et des indicateurs de performance pour le suivi et la supervision de l'adéquation de l'application des sauvegardes.

Les mesures incluses dans le PGES devraient être ventilées entre les différentes phases du projet - planification/conception, construction, exploitation/entretien et désaffectation. Dans tous les cas, la responsabilité principale de la mise en œuvre de chaque mesure doit être clairement indiquée, avec la participation d'autres personnes mentionnées comme appropriée.

### B. Suivi/Information

Le PGES devrait fournir des exigences claires pour un programme de suivi intégré pour s'assurer que les mesures de gestion sont mises en œuvre de façon satisfaisante et que les objectifs convenus en matière d'environnementale et sociale sont atteints. Pour chaque mesure, le PGES devrait fournir une description précise et détaillée des activités techniques et opérationnelles nécessaires pour surveiller sa mise en œuvre et ses résultats, avec des conseils sur des seuils ou des déclencheurs pour prendre des mesures correctives. Les responsabilités de l'emprunteur, ses entrepreneurs, et tous les organismes de réglementation pertinents devraient être clairs. En outre, un plan de suivi doit être préparé avec des indicateurs de performance de sauvegarde spécifiques au projet pour permettre à la Banque d'évaluer la conformité avec les sauvegardes et le besoin de mesures correctives (voir l'orientation Remarque sur le suivi).

La portée et l'intensité du suivi devrait être proportionnel aux prévisions sur les risques environnementaux et sociaux ou impacts. Les approches en matière de contrôle de qualité professionnelle appropriée devraient être appliquées au suivi de la performance sociale et environnementale. Un programme de suivi intégré peut comprendre la nécessité de mesurer une vaste gamme de caractéristiques physiques, biologiques et socio-économique et les indicateurs qui seront tous besoin de méthodes appropriées, de l'analyse technique et le jugement d'experts.

L'PGES devrait comprendre la portée, le calendrier et les responsabilités en matière d'établissement de rapports sur le concernant, y compris l'inclusion du suivi et des informations liées à sa mise en œuvre dans les rapports trimestriels. Le PGES devrait aussi définir des mesures précises à prendre par l'emprunteur ou le client ou ses entrepreneurs afin d'informer en temps opportun et de façon efficace tout échec pour une mise en œuvre satisfaisante ou pour répondre aux objectifs fixés et sur toute mesure corrective.

Le plan de suivi du PGES de l'emprunteur ou du client doit constituer un élément important dans les activités de la Banque pour suivre la mise en œuvre du PGES et la conformité avec les SO durant tout le cycle du projet. Les résultats des activités de suivi pourraient avoir des implications pour l'emprunteur ou client dans le cadre du respect des conditions de prêt et les actions à prendre en cas de défaillance. Par exemple, dans des cas extrêmes, la Banque peut décider de suspendre le déboursement.

### **C. Les Responsabilités Institutionnelles et Plan de Mise en Œuvre**

Le PGES devrait inclure une description des modalités de mise en œuvre et l'ensemble des responsabilités institutionnelles. Le plan devrait préciser les responsabilités de l'emprunteur ou le client et de tout organisme gouvernemental ayant des responsabilités pertinentes. Il devrait également indiquer les domaines où il est prévu que l'emprunteur ou le client aura besoin pour embaucher des experts-conseils ou d'organismes spécialisés pour réaliser certains éléments spécifiques du plan.

En cas de besoin, le PGES devrait inclure le renforcement des capacités ou la formation jugée appropriée pour l'emprunteur ou le client, ou une agence gouvernementale qui participent à la mise en œuvre ou le suivi du PGES. Cela peut inclure la création ou l'élargissement d'une unité de gestion environnementale et sociale au sein de l'organisme de l'emprunteur ou client. D'autres éléments peuvent inclure les programmes de coopération technique, achats de fournitures et de matériel et des changements organisationnels. Les programmes ou secteurs d'investissements peuvent nécessiter une approche plus globale de la mise à niveau de la capacité de gestion environnementale et sociale.

Les programmes de travaux multiples nécessiteront une description claire de l'ensemble de l'entreprise/programme du cadre de gestion environnementale et sociale ou système.

### **D. Les Entrepreneurs**

Un PGES devrait traiter expressément des mesures de gestion qui seront de la responsabilité des contractants et fournisseurs primaires embauchés par l'emprunteur ou le client. Dans de tels cas, le PGES devrait préciser les exigences en matière de gestion environnementale et sociale à être incluses dans les documents d'appel d'offres et les contrats, ainsi que le suivi, la supervision et les exigences de rapports doivent être remplies par les entrepreneurs.

L'éventail des responsabilités de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs comprend les effets directs, indirects et cumulatifs sur leurs activités, comme la construction, mais aussi les effets indirects du comportement de leur main-d'œuvre. Il devrait également inclure l'attention à la santé et à la sécurité et les besoins en main-d'œuvre.

### **E. Échéancier et Coûts**

Le PGES devrait inclure un calendrier intégré et un budget pour sa mise en œuvre. Le calendrier devrait indiquer la date, la durée et la fréquence des mesures de gestion spécifiques par rapport à l'ensemble des phases de mise en œuvre du projet. Le budget doit inclure les dépenses initiales et récurrentes des mesures de gestion, et des activités nécessaires de contrôle, de suivi et de renforcement des capacités. Il devrait également être clair au sujet des sources de financement, en particulier si plusieurs donateurs sont impliqués.

### **F. Consultation**

Le PGES devrait inclure un plan pour toute consultation et les activités d'engagement des parties prenantes jugés nécessaires pour appuyer la mise en œuvre du PGES, y compris informer sur les mesures de gestion planifiées, ainsi que les activités de suivi disponibles en temps opportun pour les communautés impactées. Les résultats des activités de consultation sur la sélection et la conception des mesures de gestion devraient être indiqués. (Voir GN 2.1 sur la consultation).

Il devrait également couvrir l'établissement de toute contestation et le mécanisme correctif requis conformément au SSI de la Banque. La consultation devrait être partie intégrante du suivi de la mise en œuvre des mesures de gestion environnementale et sociale.

### **G. Accord de Prêt**

L'accord de prêt du projet devrait inclure le suivi, la supervision et l'établissement de rapports mesures stipulées dans le PGES. Il peut également inclure les critères environnementaux et sociaux dans le recrutement du personnel de l'emprunteur ou du client, le budget, l'étendue des travaux et les accords institutionnels ; le suivi et l'audit environnemental et social interne ; et les dispositions pour la correction des lacunes en matière de conformité et de correction des impacts.

## ANNEXE 1

Titre du Projet:	Numéro de projet :
Pays :	Département :
Division :	Catégorie de Projet:
Résumé :	
Introduction, y compris but, objectifs et méthodologie du PGES.	
Description du Projet	
Résultats de l'Evaluation des Impacts Environnementaux et Sociaux (Les risques environnementaux et sociaux ou les impacts identifiés) :	
Description des Mesures de gestion Environnementale et Sociale chaque risque environnemental et social ou de l'impact Identifié :	
Mesure de gestion proposée et son objectif :	
Exigences des Mesures de Gestion Techniques et Opérationnelles :	
Suivi/Information	
Mesures devraient être ventilés en- planification/ Conception, construction, exploitation et désaffectation/entretien	
Plan de mise en œuvre et responsabilités institutionnelles	
Responsabilités de l'entrepreneur	
Échéancier et coûts	
Consultation	
Rédaction de rapports et les modalités de supervision	
Annexes:	

## ANNEXE 2

Projet Activité	Impacts Environnementaux & Sociaux Prévus	Mesure de Gestion proposée Et Mesure de l'Objectif de Gestion	Exigences techniques et opérationnelles des Mesures de Gestion	Suivi et Rapports (y compris les indicateurs de rendement)	Plan de mise en œuvre et responsabilités institutionnelles	Calendrier	Coût Estimés	Consultation	Commentaires
Avant-construction (planification/conception) Phase									
Phase de construction									
Phase d'exploitation et d'entretien									
Phase de la désaffectation									

## CADRES DE GESTION ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE (CGES)

### BUT DU CGES

Un CGES est préparé pour les opérations de la Banque qui financent de multiples sous-projets à petite échelle, dont l'emplacement, la portée et la conception ne sont pas connus à l'époque où la Banque évalue et approuve l'opération. Par conséquent, l'évaluation environnementale et sociale et d'autres mesures de sauvegarde ne peuvent être établies qu'au cours de la mise en œuvre du programme. Dans tous les cas, un CGES établit un processus unifié d'aborder tous les problèmes de sauvegarde environnementale et sociale pour les sous-projets de préparation, par l'évaluation et l'approbation, de mise en œuvre. Il assure ainsi la conformité avec les mesures de sécurité de la Banque (plus précisément les exigences dans OS 1, concernant les programmes de prêts désignés comme étant de catégorie 2).

Le CGES assume normalement un modèle de conception des programmes et de l'exécution par l'intermédiaire duquel l'emprunteur appuie les bénéficiaires à élaborer leurs demandes de sous-projet afin d'éviter ou de minimiser les risques environnementaux et sociaux. Il assume en outre que le programme permettra de financer des équipes plus grandes pour aider les bénéficiaires, y compris formation requise pour préparer des demandes de sous-projets. Plus important encore, il devrait inclure des mécanismes institutionnels adéquats pour permettre à l'emprunteur de mettre en œuvre son système de sauvegardes environnementales de sorte que les sous-projets soient en conformité avec les sauvegardes la Banque.

### OBJECTIFS ET PORTEE DU CGES

Le CGES est conçu principalement pour les opérations de la Banque qui financent des programmes qui génèrent à leur tour de petits sous-projets dont les impacts et risques environnementaux et sociaux peuvent généralement être réglés de façon satisfaisante par le biais d'atténuation et de gestion connues mises en œuvre au niveau de la communauté avec un appui nécessaire en sensibilisation. Là où les sous-projets rencontrent des problèmes environnementaux ou sociaux qui ne peuvent être abordés de cette manière, un CGES peut fournir une assistance technique supplémentaire pour préparer des plans plus détaillés pour être mis en œuvre à l'échelon de sous-projet tel que la Plan de Gestion Environnementale et Sociale (PGES) ou un Plan d'Actions de Conciliation (PAC).

Les gestionnaires de projet devraient consulter les spécialistes environnementaux et sociaux afin de s'assurer que les sous-projets proposés seront à petite échelle et gérable dans le cadre du CGES.

Les objectifs d'un CGES comprennent :

- Établir des procédures et des méthodologies claires pour l'évaluation environnementale et sociale, la revue, l'approbation et la mise en œuvre de sous-projets à être financés dans le cadre du programme.
- Spécifier les rôles et les responsabilités, et décrivant les procédures d'établissement de rapports nécessaires pour la gestion et le suivi des risques environnementaux et sociaux liés aux sous-projets.
- Déterminer la formation, l'assistance technique et le renforcement des capacités requises pour mettre en œuvre les dispositions du CGES.
- Établir les fonds nécessaires pour mettre en œuvre les exigences du CGES.
- Les leçons tirées de l'application à de futurs programmes.

La portée du CGES dépendra de quel problème de sauvegarde est déclenché par la portée du programme et a dès lors besoin d'être abordées dans le CGES, (p. ex., l'acquisition de terrains et l'accès aux ressources, les habitats naturels ou du patrimoine culturel).

---

## PREPARATION DU CGES

Les tâches à entreprendre pour préparer un CGES incluent les éléments suivants :

- Une description détaillée du programme, ses composantes (en particulier les sous-composantes financées) et des modalités de mise en œuvre, en accordant une attention particulière à la façon dont les sous-projets seront définis, élaborés, approuvés et mis en œuvre, et comment les fonds seront versés aux sous-projets approuvés.
- Une analyse des régimes législatives, réglementaires et administratives (par exemple la protection des habitats naturels et le patrimoine culturel, le contrôle de la pollution, de la conciliation, etc.) dans lequel le projet sera réalisé, avec un accent sur les exigences applicables à la planification et la conception, l'approbation et la mise en œuvre de sous-projets.
- Détermination de la capacité institutionnelle pour la mise en œuvre du CGES. Cela devrait comprendre une analyse de l'autorité et des capacités des institutions compétentes au niveau local, de district, provincial/régional et national et leur capacité de gérer, de surveiller et de superviser la mise en œuvre du CGES. Une telle analyse peut couvrir de nouvelles lois et de nouveaux règlements ou de leur révision, de nouveaux organismes ou les fonctions de l'Agence, des ententes intersectorielles, gestion/procédures d'organisation, de la formation, de la dotation, de la budgétisation et de l'appui financier.
- Un programme de formation et de renforcement des capacités pour les institutions responsables de la mise en œuvre et la supervision du CGES au niveau local, de district, provinciale/régionale et nationales, en tant que de besoin.
- Une assistance technique aux communautés, les fournisseurs de services et les institutions du secteur public afin d'appuyer la mise en œuvre du CGES. Cela peut concerner des études portant sur la modification de l'accès aux ressources naturelles, les impacts potentiels sur une zone protégée, l'utilisation de pesticides, ou les impacts potentiels sur les populations autochtones.
- Un budget estimatif pour la mise en œuvre du CGES.

Il est crucial que ces tâches soient clairement liées au cycle du projet pour les sous-projets afin qu'ils puissent être en phase avec la mise en œuvre globale du projet. Pour aider ce couplage, des modalités de phasage devraient être incorporées dans tout manuel de mise en œuvre préparée pour le programme.

Au cours de la préparation du CGES, la nécessité de mener une consultation dans le pays et des visites sur le terrain devrait être examinée. La consultation et la collecte d'information et de données devraient couvrir le niveau national jusqu'au plus bas niveau où les sous-projets seront proposés, approuvés et mis en œuvre. Bien qu'il est supposé que les communautés élaboreront leurs sous-demandes de projet, il est important d'identifier les autorités de revue (celles chargées de sélectionner les sous-projet de compensation pour approbation) et les autorités d'approbation (celles qui font l'approbation finale des décisions). Les procédures utilisées devront être conformes aux normes applicables de l'évaluation environnementale nationale et locale et l'approbation de la planification/procédures de délivrance de permis.

Là où il y a de nombreux sous-projets, le suivi et l'évaluation devient un défi. Ainsi, les revues annuelles ou semi annuelles par de tierces parties devraient être financées.



La conformité avec les sauvegardes environnementales et sociales de la Banque, permet de tirer les leçons et améliorer l'exécution du projet. Il convient de noter que l'examen annuel pourrait devenir une importante source d'information pour les missions de supervision de la Banque.

## Rapport CGES

---

Le contenu du rapport devrait inclure :

- Un résumé exécutif.
- Une présentation décrivant le but, les objectifs et la méthodologie du CGES.
- Une description du fonctionnement du programme, en identifiant : les composantes qui permettront de financer des sous-projets ; les types de sous-projets prévus, et ceux qui seront exclus du financement ; la coordination du projet et des modalités de mise en œuvre, les détails des accords institutionnels pour la gestion du sous-projet ; et du cycle de présentation de rapports annuels et les exigences des revues de performance.
- Le référentiel environnemental et social aux niveaux national et régional avec la stipulation des informations requises et les études qui doivent être effectuées dans un délai donné.
- Les procédures à suivre pour mener une évaluation environnementale et sociale appropriée des sous-projets, et compatibles avec les exigences des SO de la Banque, de déterminer les impacts à gérer ou à atténuer.
- Les mesures pour développer des plans appropriés de gestion environnementale et sociale de sous-projets (PGES), y compris l'identification des mesures d'atténuation pour les impacts des sous-projets (ouvrages physiques ou des activités de gestion); l'objectif de chaque mesure, ses exigences et responsabilités de mise en œuvre spécifiques, ses exigences techniques et opérationnelles, son calendrier, les objectifs à atteindre et des indicateurs de performance pour le suivi et la surveillance de la conformité avec les sauvegardes.
- Des exigences claires pour le suivi et la supervision de sous-projet pour s'assurer que les mesures de gestion sont mises en œuvre de façon satisfaisante et que les objectifs convenus en matière d'environnementale et sociale sont atteints. Les responsabilités de l'emprunteur, ses entrepreneurs et tous les organismes de réglementation pertinents devrait être claires. En conséquence, un plan de suivi devrait être préparé avec orientation sur des seuils ou des déclencheurs pour prendre des mesures correctives et des indicateurs de performance de sauvegarde pour permettre à la Banque d'évaluer la conformité avec les sauvegardes et déterminer le besoin de mesures correctives.
- La portée, le calendrier et les responsabilités en matière d'établissement de rapports sur le CGES. Cela devrait inclure des actions spécifiques à prendre par l'emprunteur ou le client ou ses entrepreneurs de faire rapport en temps opportun en cas de défaillance et de mettre en œuvre des mesures des mesures correctives avec succès ou d'atteindre les objectifs. (Note : le CGES de l'emprunteur /client doit constituer un élément important des activités de la Banque pour assurer la conformité avec les SO au cours de la durée de vie du programme. Les résultats des activités de suivi peuvent avoir des implications pour l'emprunteur/de conformité du client avec des conditions de prêt et les mesures à prendre en cas de non-respect).
- En cas de besoin, les exigences en matière de renforcement des capacités ou la formation jugée appropriée pour l'emprunteur ou le client, ou une agence gouvernementale impliquée dans la mise en œuvre du CGES ou le suivi. Cela peut inclure la création ou l'expansion d'une unité de gestion environnementale et sociale au sein de l'emprunteur ou l'organisme client. D'autres éléments peuvent inclure les programmes de coopération technique, achats de fournitures et de matériel et des changements organisationnels.
- Une description des modalités de mise en œuvre et l'ensemble des responsabilités institutionnelles. Il devrait préciser les responsabilités de l'emprunteur ou le client et tout organisme gouvernemental ayant des responsabilités pertinentes et indiquer où il est prévu que l'emprunteur ou le client aura besoin pour embaucher des experts-conseils ou d'organismes spécialisés pour effectuer des éléments spécifiques du CGES.

- Exigences en matière de consultation avec les communautés locales et les parties prenantes, tant au cours de la préparation de sous-projet et de développement du PGES et durant la mise en œuvre de sous-projets.
- Estimation des coûts et source des fonds.

### **Les Entrepreneurs**

Un CGES devrait traiter expressément de la gestion des mesures qui seront de la responsabilité des contractants et fournisseurs primaires embauchés par l'emprunteur ou le client pour la mise en œuvre de sous-projets. Dans de tels cas, le CGES devrait préciser les exigences en matière de gestion environnementale et sociale à être incluses dans les documents d'appel d'offres et les contrats, ainsi que le suivi, la supervision et les exigences d'information doivent être remplies par les entrepreneurs. De telles exigences devraient également être incorporées dans le manuel opérationnel du programme.

La gamme des responsabilités de gestion environnementale et sociale des entrepreneurs comprend les effets directs, indirects et cumulés de leurs activités, comme la construction, mais aussi les effets indirects du comportement de leur main-d'œuvre. Il devrait également inclure l'attention à la santé et les exigences en matière de sécurité.

### **Échéancier et Coûts**

Le CGES devrait inclure un calendrier de mise en œuvre intégrée et un budget. Le calendrier doit indiquer le moment, la durée et la fréquence des mesures de gestion spécifiques par rapport à l'ensemble des phases de mise en œuvre du projet. Le budget doit inclure les dépenses initiales et récurrentes des mesures de gestion, de contrôle et de suivi et les activités de renforcement des capacités nécessaires. Il devrait également être clair au sujet des sources de financement, en particulier si plusieurs donateurs sont impliqués.

### **Consultation**

L'CGES doit comporter un processus pour toute consultation et l'engagement des parties prenantes activités jugées nécessaires pour appuyer la mise en œuvre de l'CGES, y compris rendre l'information disponible en temps opportun pour les collectivités au sujet des mesures de gestion et de sous-projet planifié les activités de suivi.

Il devrait également couvrir l'établissement d'aucun grief et le mécanisme de redressement Requis en vertu de la l'OSS. Consultation Devrait être partie intégrante du suivi de la mise en œuvre de mesure conçue pour remédier aux impacts sociaux et environnementaux.

### **Accord de prêt**

L'accord de prêt devraient inclure le suivi, la supervision et l'établissement de mesures d'information énoncées dans le CGES ; l'emprunteur/du client E&S dotation en personnel, son budget, la portée des travaux et les accords institutionnels ; internes E&S de supervision et d'audit ; et les dispositions pour la correction des lacunes en matière de conformité et de résolution des impacts - tels que l'établissement de rapports sur les indicateurs clé de performance.

### Format de rapport : Environnement Et Social Cadre de gestion (CGES)

Titre du Projet :	Numéro de projet :
Pays :	Département :
Division :	Catégorie de Projet:
Résumé	
Introduction, y compris CGES But, objectifs et méthodologie	
Description du fonctionnement du programme : (a) des composants pour financer des sous-projets ; (b) types prévus de sous-projet ; (c) Types de sous-projet destiné à être exclu du financement ; (d) projet La coordination et la mise en œuvre d'accords; et (e) l'établissement de rapports annuels et l'examen du rendement.	
Référentiel environnemental et Social (niveau national et régional) : (a) l'information requise ; et (b) études doivent être menées et des délais d'exécution.	
Les procédures pour la protection de l'environnement Et Social Impact Évaluation Des sous-projets	
Plan de gestion environnementale et Social (PGES Mesures appropriées ) à développer pour les sous-projets : (a) l'identification des mesures d'atténuation Mesures; (b) Mesure d'objectifs et d'atténuation; (c) Exigences de mise en œuvre de chaque mesure d'atténuation et les responsabilités connexes ; (d) Exigences de mesures techniques et opérationnelles de chaque atténuation ; et (e) Mesure de l'échéancier de chaque atténuation.	
Le suivi et la Supervision de sous-projet : (a) Exigences en matière de suivi et de supervision de sous-projet ; (b) Rôles, responsabilités et plan de suivi ; et (c) Indicateurs de mesures correctives de chaque indicateur déclencheur.	
Les modalités d'établissement des rapports : (a) portée ; (b) Calendrier ; et (c) les responsabilités.	
Exigences en matière de formation et de renforcement des capacités	
Modalités de mise en œuvre (y compris la consultation) et les responsabilités institutionnelles	
Estimation des coûts et sources de financement	
Calendrier	
Annexes :	

## L'ANNEXE 2

**Tableau 1 : Sommaire Table CGES**

Projet Activité	Prévu Environmental Et Social Impacts	Mesures d'atténuation proposées/Management Mesure(s) et l'objectif de l'atténuation/Management mesure(s)	Exigences techniques et opérationnelles d'atténuation/ Mesure de gestion(s)	Le suivi Et Rapports (y compris des indicateurs de rendement)	Plan de mise en œuvre et les responsabilités institutionnelles	Calendrier	Coût Estimations et source de fonds	Commentaires
Avant- construction (planification / Phase de conception).								
Phase de construction								
Phase d'exploitation et d'entretien								
Phase de la désaffectation								

## Systèmes de Gestion Environnementale et Sociale (SGES) pour les Intermédiaires Financiers (IF)

---

### BUT D'UN SGES

Les prêts bancaires aux Intermédiaires Financiers (IF) impliquent l'octroi d'un financement dans le cadre de prêts d'investissement dans des sous-projets qui peuvent entraîner des impacts négatifs sur le plan environnemental et social. Les SO de la Banque exigent à l'IF de démontrer qu'il a élaboré ou élaborera un système efficace de gestion environnementale et sociale (SGES) pour appliquer les exigences des SO de la Banque aux sous-projets d'investissement - d'une manière appropriée à l'envergure et la nature des opérations de l'IF. Habituellement, l'ampleur et la nature d'un sous-projet d'un IF ne peuvent pas être déterminées à l'avance de sorte qu'il est essentiel d'établir un système pour s'assurer que les impacts des sous-projets sont adéquatement évalués et gérés par l'IF client.

Les IF SGES doivent donc fournir un cadre pour l'intégration de la gestion environnementale et sociale des risques dans ses processus d'affaires grâce à l'utilisation d'une diligence environnementale et sociale raisonnable dans les procédures de mise en œuvre concurremment avec les accords existants de gestion des risques par les IF. Par conséquent, le SGES doit s'assurer que l'IF identifie et met en œuvre les mesures de gestion environnementale et sociale pour ses sous-projets avant que le prêt ou l'investissement ne soit approuvé par l'IF et que ce dernier mette également en œuvre le niveau de contrôle nécessaire des sous-projets pendant la durée du prêt ou de l'accord d'investissement.

Les IF comprennent généralement les institutions bancaires, les sociétés de crédit-bail, les institutions de microfinance et les fonds d'équité privés. En vertu du SO 1 de la Banque, les IF comprennent également les sociétés du secteur privé et public qui reçoivent des prêts aux entreprises et des prêts à des plans d'investissement de la Banque pour le financement d'une série de sous-projets.

Le SO 1 exige qu'un résumé de l'IF SGES soit divulgué au public localement, normalement par l'intermédiaire du site Web de l'IF.

### PORTEE D'UN SGES

Un SGES d'un IF est un ensemble des politiques, des procédures, des outils et capacités organisationnelles utilisés pour identifier et gérer les risques environnementaux et sociaux associés à son portefeuille et de veiller à ce que les SO de la Banque soient appliqués par un IF pour ses prêts courants ou investissement de sous-projets. Le SGES doit donc intégrer la politique de sauvegarde environnementale et sociale de l'IF, et ses procédures en appliquant la politique aux sous-projets. Il doit être proportionné à l'ampleur et la nature des opérations des IF. Un élément clé d'un SGES est l'engagement de la direction, la capacité organisationnelle, les ressources et l'expertise nécessaires pour mettre en œuvre efficacement les exigences en matière de sauvegardes pour assurer la conformité avec les SO de la Banque.

Le SO 1 de la Banque stipule qu'un SGES pour un IF devrait être adapté à la nature et l'ampleur du projet de portefeuille de sous-projets à être financés. La Banque reconnaît que les opérations de l'IF varient considérablement et que certains peuvent avoir proposé des portefeuilles qui ont un minimum de risque environnemental et social en raison de leur échelle ou type. En conséquence, catégorisation du SO 1 pour les IF comporte trois sous-catégories (FI-A, FI-B, FI-C) conçues pour aider la Banque et l'IF à déterminer la portée, l'échelle et la fonction d'un SGES et le niveau de suivi environnementale et sociale et les informations que l'IF doit fournir.

- **FI-A: risque élevé.** Cette sous-catégorie indique que le portefeuille proposé par l'IF peut comprendre différents projets secondaires avec probablement des impacts négatifs importants et/ou irréversibles sur le plan environnemental et social équivalent à SO 1 Catégorie 1. (p. ex. le financement de projets à grande échelle dans les secteurs à haut risque, comme l'exploitation minière).
- **FI-B: risque moyen.** Cette sous-catégorie indique que le portefeuille proposé par l'IF peut comporter des sous-projets avec des impacts négatifs sur le plan environnemental et social qui sont peu nombreux, spécifiques au site et largement réversibles ou facilement minimisés - équivalent à SO 1 Catégorie 2, (p. ex. Le financement des PME dans le secteur de la fabrication légère).
- **FI-C : risque faible.** Cette sous-catégorie indique que le portefeuille proposé par l'IF comprend des sous-projets qui ont peu ou pas d'effets environnementaux ou impacts sociaux équivalent à SO 1 Catégorie 3, (p. ex. la microfinance dans des activités n'exigeant pas de ressources naturelles).

Le tableau ci-dessous énonce les critères et exigences de ces sous-catégories d'IF.

**Tableau 1: Sous-catégories pour les Intermédiaires Financiers**

Sous-catégories d'IF :	IF-A Risque élevé	IF-B Risque moyen	IF-C Risque faible
Critères de sous-catégorisation des IF:	Le portfolio proposé de l'IF peut comprendre différents projets secondaires avec probablement des impacts négatifs importants et/ou irréversibles sur le plan environnemental et social équivalents à OS 1 Catégorie 1, (p. ex. le financement de projets à grande échelle dans le secteur à risque élevé, comme l'exploitation minière).	Le portfolio proposé par l'IF peut inclure des sous-projets avec des impacts négatifs sur le plan environnemental et social qui sont peu nombreux, spécifiques au site et largement réversibles ou facilement minimisés - équivalents à OS 1 Catégorie 2, (p. ex. Le financement des PME dans le secteur de la fabrication légère).	Le portfolio proposé par l'IF comprend des sous-projets qui ont peu ou pas d'impacts environnementaux ou sociaux équivalents à OS 1 Catégorie 3. (p. ex. la microfinance dans des activités n'exigeant pas de ressources naturelles).
Exigences IF SGES	Un SGES complet comprend : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Une déclaration de politique environnementale et sociale</li> <li>• Application de liste d'exclusion.</li> <li>• Un processus de sélection environnementale et sociale pour identifier les sous-projets équivalents à ceux de la catégorie 1 (ou 2) et qui exigent un processus complet d'évaluation environnementale et sociale, résultant en un PGES et/ou un RAP complet, proportionnel au niveau des impacts potentiels et des risques.</li> <li>• Publication d'un résumé du SGES à la disposition du public localement sur son site web.</li> </ul>	Un système simplifié de SGES comprenant : <ul style="list-style-type: none"> <li>• Un énoncé de politique environnementale et sociale</li> <li>• Application de liste d'exclusion</li> <li>• Une simple procédure de sélection environnementale et sociale pour identifier les sous-projets équivalents à ceux de la catégorie 2 et un nombre limité de processus d'évaluation environnementale et sociale, résultant en un PGES et/ou une version abrégée d'une RAP, en rapport avec le niveau des impacts potentiels et les risques.</li> <li>• Publication d'un résumé du SGES à la disposition du public localement sur son site web.</li> </ul>	Le SGES a seulement besoin d'appliquer la liste d'exclusion et assurer que les sous-projets sont en conformité avec les lois et réglementations locales.
Information environnemental et social par l'IF	Les IF doivent signaler à la banque sur une base régulière (trimestrielle) indiquant comment les sous-projets ont été catégorisés et fournissant des détails sur l'évaluation environnementale et sociale convenu avec les clients pour les sous-projets réputés être équivalents à ceux de la catégorie 1 ou 2. Les rapports devraient également inclure le suivi de la mise en œuvre du client du PGES/FRAP.  L'IF doit signaler à la Banque et dès que possible, tout incident important pour l'environnement, ou la santé et la sécurité sociale, tel qu'une non-conformité grave, un incident de pollution, un impact dans la communauté, un incident sur un travailleur.	Les FI doivent signaler à la banque sur un rapport annuel sur les résultats de leur examen préalable, la catégorisation, l'application des procédures de l'ESA et mesures convenues avec les clients PGES. Il devrait aussi faire rapport sur le suivi de la mise en œuvre du client convenu des mesures d'atténuation.	Les IF doivent signaler à la banque sur une base annuelle confirmant que son portefeuille de sous-projets présente toujours un risque minimal d'impact social et environnemental, en tenant compte des éventuels effets cumulatifs de son portefeuille.

## La préparation d'un SGES

La PR2PARATION d'un SGES doit impliquer une évaluation précoce du portefeuille proposé par l'IF pour déterminer le niveau probable de risque environnemental et social et pour déterminer en conséquence, l'ampleur du SGES. D'autres facteurs à prendre en compte comprennent :

- L'engagement de l'IF et sa capacité organisationnelle.
- Le type de transactions financières que l'IF prendra en charge.
- Le cadre existant de l'IF en matière de gestion des risques et du cycle de transaction, y compris les SGES existant.
- L'ensemble des conditions environnementales et sociales dans lesquelles l'IF intervient
- L'environnement juridique et réglementaire au niveau national et local.

Après une évaluation pour déterminer la sous-catégorie de risque, la banque devrait collaborer avec les IF à accepter l'échelle appropriée et le contenu du SGES. En général, un SGES d'un IF doit inclure :

- La politique ministérielle sur l'environnement la gouvernance sociale.
- Un système de sélection environnementale et sociale afin de déterminer les impacts environnementaux et sociaux des sous-projets (à l'aide de critères équivalents à ceux du SO 1 de la Banque).
- Une procédure visant à garantir un niveau approprié de l'évaluation environnementale et sociale et des mesures de gestion environnementale et sociale adéquates, pour satisfaire les SO de la banque par rapport au client.
- Une capacité suffisante d'organisation et de gestion pour mettre efficacement en œuvre le SGES, y compris un spécialiste environnemental et social dédié dans le cas d'un haut risque IF.
- Des moyens d'assurer que l'application de sa procédure d'évaluation environnementale et sociale et la mise en œuvre des mesures d'atténuation sont suivies et reportées à la banque.

Bien que l'appui de la Banque puisse être utile ou nécessaire en fournissant une expertise sur la planification et la gestion des risques environnementaux et sociaux, le processus de développement du SGES doit être dirigé par les IF. Cela garantit que le SGES est adapté à ses processus et procédures internes existants, est pertinente pour le marché local et respecte les règlements nationaux et locaux.

Dans le cas de IF de risques petits ou moyens qui peuvent avoir une capacité organisationnelle limitée de due diligence environnementale et sociale, tels que ceux de prêts à des PME, il peut être approprié pour les IF à adopter ou à adapter le cadre pour d'un système de gestion environnementale et sociale de la BAD, pour le financement des PME, y compris des outils (p. ex., catégorisation) ou de ressources (p. ex. guides sectoriels) inclus dans celui-ci.

Les IF devraient consacrer suffisamment de temps et de ressources aux membres du personnel pour développer le SGES. Le personnel opérationnel chargé de la mise en œuvre quotidienne du SGES devrait également être étroitement impliqué dans le processus de développement. Leurs commentaires sur les aspects opérationnels du SGES assureront que le système de gestion soit pratique. Impliquer le personnel opérationnel au début du processus aidera également à renforcer l'appropriation et l'engagement vis à vis du SGES lorsqu'il est mis en œuvre.

Les procédures de gestion des risques environnementaux et sociaux doivent être appliquées en tandem avec d'autres procédures de gestion des risques déjà en place à chaque stade du cycle de la transaction. Pour ce faire, une IF peut avoir besoin de réviser les procédures de son cadre existant de gestion des risques, en intégrant des considérations de risque environnemental et social tout au long de la transaction ou l'élaboration d'un manuel opérationnel autonome de SGES, pour documenter officiellement le processus de gestion des risques environnementaux et sociaux.

La Banque s'assure que le client a développé un SGES adéquat, avant que le prêt à l'IF ne soit approuvé. Dans certaines circonstances, où le risque environnemental et social est modéré, la Banque peut accepter un plan de mise en œuvre par l'IF, pour développer le SGES.



## Contenu d'un SGES

Le SGES doit être conçu pour gérer le niveau de risque environnemental et social que le portefeuille proposé par l'IF, selon le type d'opérations financières, les types de clients/bénéficiaires de l'investissement et le type de ses sous-projets.

Les éléments clé de l'efficacité d'un SGES sont :

- **Contexte.** Une description du portefeuille proposé par l'IF, le cadre de gestion du risque, le processus d'approbation des transactions, les accords d'exécution, les rapports et les exigences des revues de performance.
- **Politique Environnementale et Sociale de l'Entreprise.** La politique de l'IF doit indiquer son engagement à gérer les risques environnementaux et sociaux auxquels il pourrait être exposé à la suite de transactions et de clients dans son portefeuille, et dans son portefeuille et à respecter les lois et règlements locaux.
- **La Procédure de Sélection.** Les IF devraient cribler toutes les transactions pour déterminer s'il procédera à une transaction donnée. Il devrait appliquer la liste d'exclusion de la Banque et classer les transactions en fonction du niveau de risque environnemental et social pour déterminer l'équivalence avec les catégories de SO 1 de la Banque et à définir la portée de l'évaluation environnementale et sociale qui sera nécessaire.
- **Les procédures d'Evaluation des Risques Environnementaux et Sociaux.** Les IF devraient adopter des procédures pour mener l'évaluation environnementale et sociale pour répondre au SO de la Banque. Pour les transactions à risque moyen, les IF devraient lancer une évaluation environnementale et sociale limitée, y compris un aperçu des opérations du client, qui peut exiger une visite des lieux, à identifier les risques potentiels pour l'environnement et les impacts sociaux, et de s'assurer que le client s'est conformé à toutes les exigences réglementaires applicables. Pour les opérations à risque élevé, telles que d'importants financements de projet, une évaluation environnementale et sociale complète sera nécessaire pour bien comprendre le potentiel des impacts environnementaux et sociaux associés aux opérations du client. Généralement, les IF devraient retenir les services de consultants.
- **La Prise de Décision, les Responsabilités Institutionnelles et la Capacité Organisationnelle.** Les SGES doivent énoncer comment les décisions sont prises sur la catégorisation des risques environnementaux et sociaux et dans la détermination des mesures de gestion environnementale et sociale, y compris les accords de prêt qui en résultent. Les rôles respectifs et les compétences requises de la part des dirigeants, les agents de prêt, les analystes du risque et le personnel du SGES devraient être clarifiés et les faiblesses des capacités constatées.
- **Outils.** Les Directives ainsi que les autres outils pertinents pour la mise en œuvre effective du SGES, y compris l'orientation sur la catégorisation des risques, les méthodes d'évaluation environnementale et sociale, les orientations du secteur de l'industrie et de suivi des PGES.
- **Suivi et Information.** Le SGES doit fournir des exigences claires du suivi et de l'information sur les sous-projets pour s'assurer que les mesures de gestion sont mises en œuvre de façon satisfaisante et que les objectifs convenus en matière d'environnement et de la protection sociale sont atteints.
- **Plan de mise en Œuvre.** L'IF devrait élaborer un plan de mise en œuvre assorti d'un calendrier pour l'achèvement de chaque tâche et identifier le personnel responsable désigné. Il devrait également inclure un examen périodique du SGES pour assurer l'amélioration continue.

En cas de besoin, le SGES devrait inclure le renforcement des capacités ou la formation jugée appropriée pour les IF. Cela peut inclure la création ou l'expansion d'une unité de gestion environnementale et sociale au sein de l'IF avec un officier SGES clairement désigné, et des modes de communication claire

avec la direction. D'autres éléments peuvent inclure une assistance technique, achats de fournitures et de matériel et des changements organisationnels.

## L'ANNEXE 1

### FORMAT DE RAPPORT : Système de gestion environnementale et sociale (SGES)

Titre du Projet:	Numéro de projet :
Pays :	Département :
Division :	Catégorie de projet :
Résumé:	
Introduction :	
La politique et les procédures de sauvegarde pour application à des sous-projets :	
La politique de l'entreprise en matière d'environnement et gouvernance sociale	
Catégorisation des IF (IF-A : (risque élevé), IF-B (risque moyen) ou IF-C (faible risque)) :	
Background : description du projet IF -- Nature et échelle des opérations :	
Risques potentiels environnementaux et sociaux associés aux procédures de l'IF:	
Processus de gestion et de criblage des impacts et risques environnementaux et sociaux proposé	
EES :	
Outils de mise en œuvre :	
Modalités de suivi et de supervision des sous-projets :	
Les modalités d'information :	
Capacité de mise en œuvre du SGES pour assurer la conformité avec les SO:	
Engagement et capacité de la Direction :	
Capacité organisationnelle :	
Ressources et expertise :	
Exigences en matière de formation et de renforcement des capacités :	
Le Plan de mise en œuvre :	
Annexes:	

## SUPERVISION DE LA CONFORMITE ENVIRONNEMENTALE ET SOCIALE

### BUT DE LA SUPERVISION

Au cours de la mise en œuvre des opérations de la Banque, il est de la responsabilité de l'emprunteur ou le client de mettre en œuvre le PGES approuvé, de surveiller sa mise en œuvre et d'informer régulièrement la banque sur ses performances. Dans le même temps, la Banque est responsable de la supervision du PGES de l'emprunteur ou du client et de la conformité globale avec les performances des sauvegardes opérationnelles (SO) de la Banque.

Le processus de supervision vise à maximiser l'efficacité des mesures visant à éviter, prévenir, réduire, atténuer ou compenser les impacts et risques environnementaux et sociaux au cours de la mise en œuvre du projet. Il peut comprendre une gamme de différentes tâches, telles que la consultation de sites de projet, réunion avec le client ou l'emprunteur et les communautés touchées et d'autres parties prenantes, et en examinant les rapports de suivi environnemental et social et convenir des actions correctives si nécessaire.

Les principales composantes de la supervision de la Banque sont les suivants :

- Planification du niveau approprié de supervision.
- Examen des rapports trimestriels de mise en œuvre de l'emprunteur.
- Participation des experts environnementaux et sociaux de la Banque dans les missions de supervision.
- Si nécessaire, une revue complète de la conformité des SO.
- Préparation des rapports de conformité environnementale et sociale.

### OBJECTIFS ET PORTEE

Les principaux objectifs de la banque en matière de supervision de la conformité environnementale et sociale sont les suivants : (1) évaluer la conformité avec toutes les mesures sociales et environnementales spécifiées dans le PGES et/ou RAP, et les conditions de prêt du projet et des avenants; (2) identifier le niveau des impacts sociaux et environnementaux négatifs du projet, et susceptibles de se produire lors de la mise en œuvre; (3) identifier les niveaux de risque environnemental et social futur; (4) identifier les mesures correctives nécessaires; et (5) évaluer les perceptions locales de la mise en œuvre du projet.

Il est de la responsabilité de l'emprunteur/client de mettre en œuvre le PGES approuvé (et RAP s'il y a lieu) et de toute mesure dans les conditions du prêt et des avenants. L'emprunteur est également responsable du suivi des impacts environnementaux et sociaux induits par un projet, le suivi des indicateurs de rendement, et l'établissement de rapports réguliers sur : (a) l'état de la mise en œuvre et la conformité avec les mesures convenues ; et (b) les résultats des programmes de suivi de performance et de mesure de performance de l'atténuation, ou d'autres mesures correctives, si nécessaire.

Il est de la responsabilité de la Banque de superviser les performances de l'emprunteur/client du PGES/RAP, et la réponse à tout risque environnemental et social imprévu. Les problèmes clé pour assurer un suivi efficace de la conformité des SO sont suivants :

- Une attention particulière devrait être accordée au suivi des projets de la catégorie 1, et ceux de catégorie 2 ayant besoin d'un niveau élevé d'attention sur la conformité avec les sauvegardes.
- Pendant la mise en œuvre du projet, des actions supplémentaires peuvent être nécessaires pour des projets telles que énoncées dans le PGES original, sont insuffisantes.

- Un budget supplémentaire peut être nécessaire s'il n'y a pas un budget suffisant pour superviser le respect des sauvegardes.
- Des spécialistes environnementaux et sociaux qualifiés devraient être inclus dans les missions de supervision.
- Les résultats des supervisions devraient être régulièrement téléchargés dans le système intégré de suivi des sauvegardes de la Banque (ISTS).

## PLANIFICATION DU SUIVI

Aux premières étapes de la préparation du projet, le Département sectoriel et de l'emprunteur/client doivent accepter le dispositif de suivi du respect des SO au cours de la mise en œuvre du projet. Le Département sectoriel devrait élaborer un plan de supervision par la Banque de la conformité des OS par rapport au contexte globale de supervision des accords. Le plan devrait être proportionnel à l'ampleur des risques environnementaux et sociaux, à la portée prévue du PGES, et devrait également tenir compte des problèmes environnementaux et sociaux sur une plus vaste échelle, tant au niveau environnemental et qu'au niveau national. L'étendue des ressources requises pour le suivi de la conformité des SO est liée au niveau de risque environnemental et social. Des projets à risque élevé (catégorie 1 et certains projets de catégories 2 et 4) auront besoin de plus de ressources.

La planification pour la supervision par la Banque devrait également s'assurer que l'emprunteur/client a fait participer les parties prenantes (y compris les groupes touchés et les organisations non gouvernementales locales) pour s'assurer que leurs points de vue et leurs préoccupations ont été pris en compte. Pour les projets ayant d'importants risques environnementaux et sociaux, des mécanismes devraient être établis pour mener des consultations continues ou des processus participatifs avec les parties concernées ou les bénéficiaires au cours de la mise en œuvre du projet.

## SUPERVISION DURANT LA MISE EN ŒUVRE DU PROJET

Au cours de la mise en œuvre du projet, la supervision de la conformité avec les SO exige l'intervention de spécialistes environnementaux et sociaux du Département sectoriel concernant :

- Appuyer l'équipe de projet et le client ou l'emprunteur à mettre en œuvre le PGES et suivre ses performances.
- Vérifier la conformité avec les mesures du PGES, et si nécessaire, identifier des actions correctives.
- Passer en revue tous les rapports trimestriels de mise en œuvre.
- Si nécessaire, participer à une revue complète de conformité du SO.
- Participer à des missions de supervision.

Au cours de la mise en œuvre, l'accent sur le suivi devrait établir que :

- Les mesures d'atténuation/gestion ont été ou sont mises en œuvre conformément au PGES ou RAP (par exemple, un accord sur des mesures à prendre pour réduire la pollution à des niveaux acceptables, des procédures sont en place pour s'assurer que les zones sensibles/communautés sont adéquatement protégées, les mesures proposées dans le RAP pour l'amélioration des moyens de subsistance et des normes ont été ou sont en train d'être mises en œuvre comme prévu).
- Exigences institutionnelles (y compris le renforcement des capacités et de la dotation en personnel) sont en place ou sont en train d'être mises en œuvre conformément aux dispositions convenues, notamment la programmation (p. ex. les institutions se chargent de l'implantation ou l'exécution d'une activité particulière ; les clauses contractuelles dans les documents d'appel d'offres sont respectées ; la formation est en cours de mise en œuvre).

- Des avancées sont actuellement prises pour veiller à ce que toutes les exigences de suivi et/ou d'information pour l'atténuation/protection sont en place, y compris l'alerte précoce en cas de changements défavorables à l'environnement et/ou aux conditions sociales résultant de la mise en œuvre.
- Accords pour la consultation publique/participation sont respectés dans là où il y a des exigences dans ce domaine dans le PGES ou dans les autres documents préparatoires.

Les difficultés persistantes dans la mise en œuvre des sauvegardes, ou préoccupations de sauvegardes nouvellement identifiées, peuvent exiger une attention particulière au-delà du suivi normal au cours de la vie du projet. Des changements imprévus dans la conception du projet, des dispositions de mise en œuvre, des préoccupations des parties prenantes, des changements dans les zones d'influence du projet, ou de la réorganisation du gouvernement peuvent ajouter des préoccupations. Dans de tels cas, la Banque, en consultation avec l'emprunteur, peut choisir d'entreprendre des actions de suivi supplémentaires.

### **Examen des Rapports Trimestriels de Mise en Œuvre et Participation dans les Missions de Supervision**

Le client ou l'emprunteur informe le Département sectoriel sur la mise en œuvre du PGES dans le cadre des rapports trimestriels qu'il soumet à la banque. À son tour, le Département sectoriel est responsable de l'examen des rapports. Les résultats de cet examen sont inclus dans le rapport d'avancement et des résultats (IPR) (voir annexe 1).

Des spécialistes sur le plan environnemental et social participent également aux missions de supervision, selon l'accord sur le plan de suivi. Une mission avec un objectif clair et des TDR devrait être élaboré pour les spécialistes consultants environnementaux et sociaux participant à une mission de supervision. Cela est particulièrement important pour les projets à risque élevé (généralement les projets de la catégorie 1). Les spécialistes désignés devraient avoir l'expérience des sauvegardes dans des projets similaires dans le secteur, la région ou dans le même organisme d'exécution ; traiter la complexité des institutions et les capacités des organismes indiqués pour la gestion/suivi ; et donner des conseils sur les compétences exigées par le client ou l'emprunteur le personnel et les consultants et les tiers.

Les spécialistes environnementaux et sociaux devraient planifier leur mission sur la base d'informations de la part de l'emprunteur sur l'état de la mise en œuvre du PGES. Suffisamment de temps et de ressources doivent être alloués pour des visites sur le terrain, réunions avec l'emprunteur et l'Agence d'exécution (tant dans leur bureau et sur site), et les consultations avec les bénéficiaires du projet et/ou aux groupes touchés. En général, à la fin de la mission de supervision, le spécialiste environnemental et social doit mettre à jour le chef d'équipe sur les conclusions et recommandations de la mission, y compris les demandes de renseignements supplémentaires, le suivi, les mesures correctives et les plans de mesures correctives, au besoin.

Si une non-conformité est observée ou des effets inattendus surviennent, le Département sectoriel doit demander à l'emprunteur d'examiner le PGES en collaboration avec les parties prenantes concernées, le cas échéant. Tout changement dans le PGES doit être approuvé par le Département sectoriel avant d'être mis en œuvre. Ceci pourrait être le résultat de modifications de délais de construction, introduction d'un nouveau composant, ou identification des impacts imprévus précédemment comme les effets cumulés. La Banque et l'emprunteur doivent encore parvenir à un accord et faire les ajustements nécessaires dans le suivi des plans et exigences en matière d'information.

Les Départements sectoriels doivent mettre à jour l'ISTS pour détailler l'état de la supervision de la conformité après la revue du rapport trimestriel d'exécution ou les rapports des missions de supervision.

### **Revue Complète de Conformité de la SO**

Dans des circonstances particulières, la Division Conformité et Sauvegardes (ORQR.3) doit entreprendre un examen complet de la conformité, généralement lorsqu'il y a des preuves fiables que la conformité avec le PGES ou avec les exigences de la SO ne sont satisfaisantes. Ces examens de conformité complète devraient également être utilisés comme un moyen de résoudre les graves problèmes de non-conformité ou de mise en œuvre inadéquate des mesures du PGES. Ils servent également à évaluer les performances du système de sauvegardes de la Banque (voir l'annexe 2 pour le format).

## **L'ACHÈVEMENT DU PROJET**

Les questions relatives aux sauvegardes sont traitées à la fin du projet dans le rapport environnemental et social d'achèvement (ESCR) réalisé par le Département sectoriel (voir l'annexe 3 pour le format). Cela devrait refléter l'histoire de la mise en œuvre des sauvegardes et le suivi, et à donner un aperçu des problèmes et des décisions qui ont été prises au cours de la durée de vie du projet.

Selon les exigences relatives aux sauvegardes établies au cours de la phase de planification, des spécialistes pourraient être nécessaires pour offrir le statut de conformité final, surtout lorsqu'on a été confronté à des problèmes de sauvegardes environnementales et sociales importants et hors normes.

### Contenu Environnemental et Social du Rapport d'Avancement et des Résultats de l'Exécution (IPR)

Le but de cette annexe est de présenter les informations environnementales et sociales qui doivent être incorporées à la section C.1 de l'IPR.

#### La section C.1 Conformité les Avenants

##### **C.1b Conformité avec les Sauvegardes Environnementales et Sociales :**

*L'évaluation doit être fondée sur le nombre / proportion de mesures de sauvegarde mises en œuvre et achevées dans les délais :*

**4 - Très satisfaisant :** toutes les mesures de sauvegarde - comme spécifié dans le PGES :

- Devraient être respectées au moment de l'établissement de rapports.

**3 - Satisfaisant :** au moins 75 % des mesures de sauvegarde - comme spécifié dans le PGES -

- Devraient être respectées au moment de l'établissement de rapports. De légers retards en matière de conformité (habituellement 6 mois)
- Sont en train de subir des conditions qui ne sont pas encore réunies. Mesures à prendre pour résoudre les questions liées aux conditions non satisfaites sont en cours d'exécution.

**2 – Non satisfaisant :** entre 50 % et 75 % des mesures de sauvegarde - comme spécifié dans le PGES :

- Devraient être respectées au moment de l'établissement de rapports. Des retards importants en matière de conformité (habituellement de 6 à 12 mois) sont observés dans des conditions qui ne sont pas encore réunies. Des mesures correctives doivent être mises en œuvre et surveillées de près.

**1 - extrêmement non satisfaisants :** moins de 50 % des mesures de sauvegarde - comme spécifié dans le PGES :

- Devraient être respectées au moment de l'établissement de rapports. Des retards importants en matière de conformité (plus de 12 mois) sont observés dans des conditions qui ne sont pas encore réunies. L'attention immédiate des responsables est nécessaire et des sanctions sont envisagées.

**Note (présent rapport) :**

**Note (rapport précédent) :**

**Évaluation :** l'état de mise en œuvre du PGES devrait être décrit et toutes les questions qui restent en suspens devraient être détaillées.



## L'ANNEXE 2

---

### Format : système d'exploitation complet respect Rapport d'examen

Projet Titre : Numéro de projet :  
Pays : Département :  
Division : Projet Catégorie :  
  
ORQR.3 membre du personnel responsable de la revue de Conformité Complète :  
  
Description des méthodes de revue :  
  
Date de la revue :  
  
Éléments clé du PGES et/ou PAR:  
  
L'évaluation de la conformité avec PGES et/ou RAP:  
  
Motifs de non-conformité:  
  
Actions correctrices :

## L'ANNEXE 3

---

### Format de rapport : Environnement Et Social Rapport d'achèvement (DESC)

Projet Titre : Numéro de projet :  
Pays : Département :  
Division : Projet Catégorie :  
  
Éléments clé d'PGES :  
  
Évaluation d'PGES et/ou PAR Mise en œuvre :  
  
Évaluation des résultats de la mise en œuvre du PGES et/ou PAR :  
  
D'autres impacts environnementaux et sociaux non prévus dans le PGES :  
  
Leçons apprises :

## LES SYSTÈMES NATIONAUX DANS L'APPLICATION DU SSI

### QUELS SONT LES SYSTÈMES NATIONAUX DANS LE CONTEXTE DU SSI

Dans le contexte du SSI de la Banque, un système de pays (CS) désigne les mécanismes de politique, procédures et institutionnels propre au pays, dans l'application des sauvegardes environnementales et sociales<sup>4</sup>.

La politique de la Banque est de renforcer la capacité des CS des RMC et leur accorder une confiance de plus en plus élevée pour mettre en œuvre leur SSI. Le critère déterminant pour décider de la pertinence d'un CS de RMC dans ce contexte est « Equivalence / Acceptabilité ». La Banque envisagerait un système de sauvegardes environnementales et sociale d'un RMC d'être égal à celui de la Banque si le système du RMC est élaboré pour atteindre les objectifs et respecte les principes opérationnels appliqués de la Banque. L'équivalence peut être évaluée avec le système du RMC dans son ensemble ou de manière ponctuelle (par politique). Avant de décider sur la confiance à accorder à un CS, la Banque devrait également évaluer l'acceptabilité des pratiques de mise en œuvre du RMC, ses antécédents et sa capacité.

La justification de la prise en compte d'un CS peut être retracée aux Déclarations de Paris et d'Accra<sup>5</sup> sur l'harmonisation et l'alignement des évaluations environnementales et sociales.

#### Extraits tirés de " La Déclaration de Paris sur l'efficacité de l'aide" (2005) et "l'Accra Agenda for Action" (2008) OCDE

Les donateurs ont accompli des progrès considérables dans l'harmonisation autour de l'évaluation de l'impact environnemental (EIE), y compris les dispositions en matière de santé et de problèmes sociaux à l'échelon des projets. Ces progrès doivent être approfondis, notamment sur la façon d'aborder les implications des questions environnementales de portée mondiale, comme le changement climatique, la désertification et la perte de la biodiversité.

Les donateurs et les pays partenaires s'engagent conjointement à :

- Renforcer l'application des EIE et approfondir les procédures communes de projets, y compris des consultations avec les parties prenantes ; et élaborer et appliquer des approches communes de « l'évaluation environnementale stratégique » au niveau du secteur et au niveau national.
- Continuer à développer la capacité stratégique et technique spécialisé nécessaire pour l'analyse de l'environnement et à l'application de la législation.

<sup>4</sup> Egalement " l'arsenal légal et institutionnel d'un pays, composée de ses institutions de mise en œuvre et de ses lois, règlements, procédures au niveau national, régional et sectoriel. " (Banque mondiale)

<sup>5</sup> Pratiquement tous les pays africains ont adhéré à la déclaration, à laquelle un total de 137 pays ont adhéré en février 2013

## LA CONFIANCE AUX SYSTÈMES NATIONAUX POUR LE SSI DE LA BANQUE

L'un des objectifs stratégiques du SSI est de contribuer à la vigueur et la capacité du CS pour intégrer les préoccupations sociales et environnementales dans les politiques, les programmes et la prise de décision. Ce faisant, la Banque peut compter davantage sur les exigences et des pratiques en matière d'évaluation environnementale et sociale du RMC.

Il existe deux principaux scénarios où l'analyse et le soutien pour un CS peuvent faire partie de la négociation entre la Banque et l'emprunteur.

- La Banque peut répondre à une "demande tournée" vers un CS d'un RMC CS au niveau national en vue d'analyser ses forces et ses faiblesses et élaborer des options pour un plan d'action du pays pour renforcer sa CS. Cela peut avoir lieu dans le contexte de l'élaboration d'une CSP, par exemple.
- La banque peut entreprendre une évaluation du CS du RMC au cas par cas afin de déterminer son équivalence ou l'acceptabilité de l'application des SO de la Banque au niveau du projet. Cela aurait lieu dans le cadre de préparation et de l'évaluation du projet, à l'aide d'un outil simple orientée vers les secteurs à forte préoccupation liée à la portée du projet et régler les éventuels défis dans la mise en œuvre de la conformité des SO de l'emprunteur.

### Les défis associés à une approche CS

Dans la plupart des cas, sinon dans tous, au niveau des pays africains, les exigences en matière d'évaluation environnementale et sociale ne sont pas intégrées dans un système unique, mais se trouvent dans un certain nombre de processus :

- Le Processus d'Evaluation Environnementale et Sociale, était à l'origine axé sur la protection des ressources naturelles, et incorpore de plus en plus des thèmes environnementaux et sociaux (p. ex. la lutte contre la pollution, les biens culturels et, dans une certaine mesure, les groupes vulnérables). Ces processus d'EIE, toutefois, ne se rapprochent jamais de l'ampleur et de la profondeur des exigences en matière d'évaluation environnementale et sociale (OS 1) du SSI. Le processus d'EIE est généralement géré à partir de l'agence de l'environnement.
- Les processus liés à l'acquisition de terres, y compris la délimitation des terres à être prises, le processus juridique utilisé pour transférer la propriété, l'identification de personnes potentiellement touchées, l'évaluation de leurs revenus et les biens, avant le processus d'indemnisation ou de conciliation et le suivi de l'état des personnes réinstallées. Ces processus d'acquisition de terres sont déconnectés du processus d'EIE dans de nombreux pays et la principale responsabilité est habituellement au sein d'un organisme responsable des affaires foncières. Il peut, dans certains cas, ne pas être une harmonisation entre ces exigences d'acquisition foncière nationale et les pratiques de l'OS 2 du SSI.
- Les Processus qui traitent de OS 3 à 5 sont répartie dans diverses exigences nationales et institutions avec le ministère du Travail, généralement chargé de OS 5 et de multiples combinaisons d'institutions pour les 2 autres OS (Ministère de l'environnement, mais aussi les ministères de l'agriculture, l'industrie ou autres).
- Un facteur qui complique les choses est le rôle croissant, dans le cadre de la décentralisation, est celui joué par les gouvernements provinciaux et/ou des autorités locales dans la gestion ou de leur implication dans les processus d'EIE et d'acquisition des terres.

La confiance accordée au CS pour les projets financés par la Banque, est au cœur des efforts déployés jusqu'ici pour le pilotage du CS par les MDB selon la Déclaration de Paris. Les leçons apprises jusqu'ici peuvent être résumées comme suit :

- Le montant des ressources en amont dépensées pour analyser le système de pays est important et nécessite des apports substantiels de spécialiste juridique et de sauvegarde.
- Le dialogue avec l'emprunteur est essentiel à la compréhension des motivations et un engagement véritable de la part des autorités nationales concernées.
- L'Accord sur les objectifs de la CS est important et que l'harmonisation sur les objectifs et principes devraient être le point de mire de la boîte de dialogue entre la Banque et l'emprunteur.
- Les économies sur la préparation du CS peuvent être obtenues par i) préparer un CESAR ou un cadre SDR (idéalement liée à la préparation du cycle du CSP), en effectuant une seule analyse de CS pour deux ou plusieurs projets dans le même pays et ii) le travail en mode multi-parties prenantes, en particulier en rendant l'utilisation la plus complète possible des analyses effectuées par d'autres organismes de développement.
- Les facteurs clé qui influencent l'efficacité de la CS, bien que ces derniers soient parfois incorporés dans l'ensemble de l'approche de sauvegardes : p. ex. rapport opportun de diffusion, par exemple, une région où la plupart des pays africains négligent, peut être très important dans la détermination de l'efficacité.

Par conséquent, la dépendance sur la CS devrait être inscrite dans une démarche qui combine la prise de risques et l'amélioration de la préparation et/ou le suivi afin de maximiser l'impact sur le développement.

## **MISE EN ŒUVRE D'UNE APPROCHE CS DE LA BANQUE**

### **L'amélioration d'une CS d'un RMC**

La Banque a décidé de prendre les premières mesures en vue de l'amélioration des CS des RMC en prévision de la future dépendance croissante, en commençant par une analyse préliminaire de six pays pilotes. La Banque souhaite commencer à développer les capacités nationales et locales juridiques et techniques avant d'aller vers une dépendance accrue sur les CS. Ce renforcement des capacités est conçu pour être inclus dans un appui juridique, de formation et financier plus large au niveau régional.

La Banque est donc parée pour répondre aux « demandes orientées » vers les opportunités d'évaluer l'équivalence et la force d'un CS d'un RMC et d'aider les emprunteurs qui sont le plus intéressés à participer à un futur programme de renforcement des capacités de l'EES régionale. L'expérience des autres MDB<sup>6</sup> montre que la dépendance sur un CS a été fondée sur une « une Revue de diagnostic des sauvegardes » (SDR). SDR englobe non seulement les exigences de l'EES « , mais aussi la transformation de sauvegardes institutionnelles réelles.

Une analyse orientée vers la demande du CS du RMC peut et devrait conduire à la préparation d'une opération spécifique de renforcement des capacités. C'est le cas, par exemple dans le contexte du CESAR, une opération de renforcement des capacités régionales en cours d'examen par la Banque. Dans ce contexte, le spécialiste de sauvegarde devrait cibler les éléments suivants :

- Évaluer, conjointement avec l'emprunteur, l'état de développement du système du pays utilisant autant de sources d'information que possible.
- Comparer avec les exigences du SSI, tant en termes d'équivalence et d'acceptabilité.

---

<sup>6</sup> Par exemple, en application de la politique opérationnelle de la Banque mondiale 4.00

- Donner à l'emprunteur les éléments qui lui permettent d'identifier les actions clé nécessaires pour améliorer le système de pays afin d'aider à préparer et superviser les projets d'une manière compatible avec le SSI.
- Sur la base de ce qui précède, élaborer et exécuter un processus de renforcement des capacités. Le programme peut également être intégré à une vaste opération de prêt comme le volet renforcement des capacités par exemple pour un grand investissement dans les infrastructures. Les ressources financières devraient être proportionnelles à l'envergure et à l'exigence du projet de renforcement des capacités.
- Assurer la supervision du projet de renforcement des capacités et se préparer pour son évaluation.

### **Evaluation le CS au Niveau Projet**

Dans le cadre de la préparation d'une EES pour les projets de la catégorie 1 ou 2, l'emprunteur avec le soutien du spécialiste en sauvegardes de la Banque, devrait inclure une évaluation de l'exigence et de la pratique du RMC comme un élément clé du cadre juridique et réglementaire. Au minimum, la législation actuelle, les exigences réglementaires et la capacité institutionnelle doivent être décrites, et toute contradiction entre les exigences nationales et locales doit être identifiée, analysée et résolue. La plupart du temps, les sauvegardes de la Banque vont au-delà des exigences nationales, mais, dans des cas exceptionnels, les normes nationales peuvent aller au-delà des sauvegardes de la Banque. Les exigences nationales et locales devraient ensuite être comparées avec les exigences OS de la Banque dans une très simple matrice équivalence/acceptabilité. Voir l'annexe 1.

Cette analyse devrait faire partie intégrante de l'EES

- Pour un projet de catégorie 1, l'intégralité de l'EES devrait contenir un chapitre sur les exigences juridiques et réglementaires nationaux, avec une analyse détaillée de la capacité institutionnelle et de la mise en œuvre effective du cadre juridique et des règles appropriées pour le projet de la Banque en préparation.
- Aussi pour les projets de la catégorie 1, l'approbation du projet par les autorités nationales est nécessaire dans le cadre de la mise en œuvre des sauvegardes de la Banque. Cette approbation doit inclure la conformité certifiée avec les exigences de l'évaluation environnementale et sociale du RMC :
  - L'examen et l'approbation par les autorités nationales du rapport de l'EES et/ou la conciliation avec le plan d'action, en cas de besoin, avant l'approbation du prêt.
  - L'intégration dans le projet de PGES de toute activité d'atténuation recommandée par les autorités nationales EES/gestion des terres comme condition à son approbation du rapport de l'EES.
- Pour les projets de la catégorie 2, une brève analyse des exigences opérationnelles nationales devrait être incluse dans le EES et les autorités environnementales nationales devrait approuver le projet avant évaluation.
- Pour tout projet qui a fait l'objet de l'EIE nationale/processus d'acquisition de terres, la supervision de la Banque devrait inclure des contacts périodiques avec les autorités nationales compétentes pour vérifier que les performances environnementales et sociales du projet sont compatibles et conformes aux exigences nationales en vue de la délivrance de certificat de conformité au stade d'achèvement.

Dans certains cas, la Banque peut décider de se fonder sur la CS pour répondre aux exigences de son système de sauvegarde. Les exigences et pratiques de l'EES du RMC deviendront un mandat pour l'application des SO de la Banque. Cela exige une approche qui implique la description et l'analyse de la satisfaction des besoins des pays, mais aussi une analyse approfondie du niveau de risques pris par la Banque en acceptant le mandat, tant aux étapes de la préparation et que de la supervision.

## Principes clé de la Fiabilité des CS au Niveau Projet

Les spécialistes en sauvegardes de la Banque devraient se focaliser sur les éléments suivants :

- Identifier les projets prioritaires pour lesquels le CS sera jugé selon les critères suivants :
  - Projets dans un secteur où l'application du système du pays a une bonne réputation.
  - Projets avec répercussions modérées (projets de la catégorie 2 de préférence).
  - Projets où le principal organisme de mise en œuvre est intéressé au pilotage de la CS et affiche un bon bilan sur la mise en œuvre nationale de sauvegarde.
- Sélectionner les projets pour leurs impacts sociaux et environnementaux probables. Cela devrait inclure l'identification des lois et règlements nationaux applicables, ainsi que les principales parties prenantes et finir avec un plan d'action à appliquer au système de pays.
- Évaluer l'état de développement de la CS en utilisant autant de sources d'information que possible, telles que l'information la plus récente disponible sur le pays- Profils environnementaux. Les autorités nationales devraient être étroitement associées à cette phase.
- Comparer le CS avec les exigences du SSI, tant en termes d'équivalence et d'acceptabilité selon la disponibilité des ressources à l'aide d'une matrice d'analyse mettant en perspective les cinq SO et les exigences/pratiques nationales (voir annexe 1).
- Assurer la supervision efficace du projet à l'aide du CS. L'expérience montre que l'engagement de l'emprunteur est la clé de la réussite de l'opération. Avoir un bon cadre logique permet de cibler le suivi sur les indicateurs clé et de mesurer les progrès.

## Annexe 1 – Matrice Simplifiée Équivalence/Acceptabilité

SSI Sauvegardes opérationnelles	Equivalence %	Acceptabilité %g	Les principaux défauts	Les goulets d'étranglement (contexte)	Les changements requis pour permettre à la Banque africaine de développement pour compter sur la CS
1. Evaluation Environnementale et Sociale					
2. La conciliation involontaire : l'acquisition des terres, les déplacements de population et l'indemnisation					
3. La biodiversité et l'éco-services systémiques					
4. La pollution : Prévention et contrôle, GES des matières dangereuses et l'efficacité des ressources					
5. Les conditions de travail ; santé et sécurité					

## INDEX

### Un

**Zone d'influence**, 10, 24, 25, 27, 29

### B

**La biodiversité**, 10, 62

### C

**Respect**, i, 51, 52, 54, 55, 56  
**Consultation**, 10, 14, 25, 37, 38, 39, 41, 43, 44  
**Incidence cumulative**, 10, 29  
**Impacts cumulés**, 29

### E

**E&S**, 15, 43  
**Les services écosystémiques**, 10  
**Environnement**, 14, 15, 58  
**Environmental**, i, ii, iii, iv, 2, 3, 4, 10, 11, 12, 14, 15, 16, 17, 20, 22, 23, 24, 27, 31, 34, 38, 39, 40, 42, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 58, 62  
**Les procédures d'évaluation environnementale et sociale**, i, 2, 10, 11  
**Évaluation des répercussions environnementales et sociales**, i, ii, 2, 10, 38, 44  
**Cadre de gestion environnementale et sociale**, iii, 10, 44  
**Plan de gestion environnementale et sociale**, 11, 24, 27, 40, 42, 44  
**Système de gestion environnementale et sociale**, 11, 46, 49  
**Dépistage environnemental et social**, 11  
**L'évaluation environnementale**, 22  
**Les flux environnementaux**, 10  
**PEES**, i, ii, iii, iv, 3, 15, 18  
**L'EIES**, 3, 10, 11, 12, 14, 15, 18, 21, 24, 25, 26, 27, 28, 29, 30, 33, 34, 35

### F

**Intermédiaire financier**, 11  
**FRAP**, 48

### G

**Organisme génétiquement modifiés**, 11  
**Mécanisme de grief et de recours**, 11, 37, 43  
**GRM**, 11  
**Orientation**, i, ii, iii, iv, 2, 3, 4, 11, 13, 18, 22, 36, 50  
**Lignes directrices**, ii, iv

### H

**La santé et la sécurité**, iv

### J'

**Impact**, i, ii, 2, 4, 10, 17, 24, 27, 32, 33, 38, 44, 51, 58  
**Les peuples autochtones**, 11, 25  
**Système de sauvegarde intégré**, 11  
**Système de suivi de sauvegarde intégrée**, 11  
**SSI**, i, ii, iii, 2, 3, 4, 11, 14, 15, 35, 37, 57, 58, 59, 61, 62  
**ISTS**, iv, 11, 35, 52, 54

### M

**Atténuation**, 11, 15, 27, 33, 44, 45, 53  
**Hiérarchie d'atténuation**, 11, 33  
**Mesures d'atténuation**, 15, 44  
**Suivi**, 23, 34, 36, 38, 39, 44, 45, 48, 50, 51

### O

**Sauvegarde opérationnelle**, i, 2, 11, 62

### P

**La participation**, 52, 54  
**Patrimoine culturel physique**, 11  
**Pollution**, 62  
**Projet**, iii, 23, 24, 26, 28, 31, 34, 38, 39, 40, 44, 45, 51, 56, 60

### R

**RAP**, 12, 40, 48, 52, 53, 56  
**La conciliation**, 12, 35, 40, 60  
**Plan d'action pour la conciliation**, 12, 35, 40, 60

### S

**Revue préliminaire**, 3, 12, 18, 23, 24, 34  
**Screening**, iii, 11, 50, 51  
**Importance**, 23, 32, 33, 34  
**Social**, i, ii, iii, 2, 3, 10, 11, 12, 15, 16, 20, 23, 24, 27, 31, 34, 38, 39, 40, 42, 44, 45, 46, 48, 49, 50, 51, 52, 54, 55, 56, 58, 62  
**Intervenant**, 19, 23, 24, 25, 34  
**Déclaration**, i, 2, 11  
**Évaluation environnementale et sociale stratégique**, iii, 12



T

Les impacts transfrontières, 12

V

Groupes vulnérables, 12, 25